

SANS AUCUNE RETENUE

25. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 1 / 7

Les zones humides, on n'en a rien à foutre

ou

Comment, après avoir dévasté la nature, la société industrielle et écologiste
achève de la détruire en « l'aménageant »

Les passionnés de la nature sont à l'avant-garde de sa destruction.

Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*

1. Ce bulletin, qui paraîtra quotidiennement pendant sept jours, tiendra sur le projet d'aménagement d'une retenue d'eau sur la rivière Tescou, dans la forêt de Sivens, des propos qui seront, justement, *sans retenue* et *sans ménagement*. Y seront posées certaines questions que le *mouvement* esquive : des tendances technocratiques de l'écologie à la question de la violence comme méthode de lutte.

2. Les arbres tombent, les opposants restent. À la fin du déboisement, la résistance au barrage du Testet a pris un nouveau cours. Pourtant, elle parle toujours le même langage : celui du *moratoire* et de la *contre-expertise*, tenu par les écologistes légalistes du collectif « Sauvegarde du Testet ». Ce collectif a vu disparaître, avec la zone humide, son argument principal de *protection et de conservation de la nature*. Pourtant, la lutte continue : et au-delà de l'écologie, sur quoi se fonde t-elle ?

3. Il ne s'agit pas de trouver étonnant que de l'argent public se convertisse aussi miraculeusement en intérêts privés. En termes d'argent comme en d'autres, la distinction entre public et privé a depuis longtemps cessé d'être opérante, sinon pour égrener la banale liste des malversations qui s'effectuent sous ce binôme. Il ne s'agit même pas de juger curieux qu'un État tellement soucieux d'écologie projette « l'aménagement d'un territoire » qui détruira aussi radicalement une « zone humide » soi-disant protégée. Le calque des stratégies écologiques sur les stratégies économiques a efficacement donné sa mesure : et il existe aujourd'hui deux types d'*enclosures*, celles qui aménagent un territoire parce qu'il est insupportable qu'un lieu sauvage le demeure, et celles qui aménagent un territoire parce qu'il est insupportable qu'un lieu sauvage ne le soit plus assez. Les uns construisent des barrages, des zones industrielles et des décharges ; les autres délimitent des parcs naturels, des zones humides et des conservatoires. Dans les deux cas, l'espèce humaine est priée de devenir spectatrice d'une nature distante, qu'elle soit instrumentalisée ou protégée ; de commander des granulés chez SEBSO (Société chargée du déboisement à Sivens) pour remplir son poêle au lieu d'aller ramasser du bois dans la forêt, et de taper sur Google « lézard des murailles » si d'aventure il lui venait le désir saugrenu de connaître l'allure d'un pareil animal.

4. Ces foutaises ne nous amusent plus. Les beaux jours de l'écologie, l'autorité apparente dont jouissent ses arguments, reflète le développement d'un « sentiment de la nature » issu justement de la fêlure de plus en plus profonde qui sépare la nature de l'homme. Il n'y a pas plus amoureux de la nature que l'urbain désespéré qui n'y vivrait pour rien au monde. Depuis les débuts de l'écologie, cette ambiguïté a fait l'objet de critiques virulentes de la part de ceux qui, par leur vie et leurs pratiques, mettaient le plus vigoureusement en œuvre ses principes. Elle a rapidement été décelée par ceux qui en furent les précurseurs, Bernard Charbonneau par exemple, comme « le futur du capitalisme, et en tout cas une utilisation assez merveilleuse de l'angoisse » (Guedj et Meuret, membre de la revue *Survivre... et vivre !*, pionnière en écologie politique) L'engloutissement de la pensée dans le savoir technicien a disqualifié nos expériences les plus simples, et d'abord par le langage dont elle use. L'expression « zone humide », tant entendue à Sivens, en est l'irritant exemple. L'argument écologique à son commencement, parce qu'il donnait la possibilité de penser dans le langage de tout le monde des faits extrêmement concrets, permettait d'entrevoir une sortie du vocabulaire idéologique dont se nourrissait

jusqu'alors la gauche radicale, *et c'est en cela qu'il était révolutionnaire*. Rattrapée par une époque qui rend aux hommes *toujours plus difficile de reconnaître et de nommer leur propre misère*, l'écologie n'a pas tardé à saborder des dispositions aussi dangereuses pour le pouvoir en place : et désormais, « faute d'une enquête sévère, à tout instant poursuivie, sur les mots dont nous usons, nous risquons extrêmement d'être dupes de ces mots (...) et réduits à penser notre langage pour n'avoir pas exigé de parler notre pensée. » (Jean Paulhan). Le langage crée une réalité. Les marécages, les tourbières, les ruisseaux et les bouilles existent, et toutes les plantes et les bestioles qui y vivent. Une zone humide n'existe pas.

5. Nous dirons des choses simples : le refus de voir soustrait un lieu à ses habitants et à leurs usages, la colère face aux projets imposés sous couvert d'enquêtes d'utilité publique parodiquement démocratiques, la lassitude à l'égard de la perversion économique qui ne supporte plus qu'un lieu demeure *sans emploi* et l'attachement à la liberté vernaculaire qui se goûte dans ces lieux inexploités.

6. Comme l'écrivait Venant Brisset dans des circonstances semblables (Cf. *Du côté de la Ramade, documents relatifs à une précédente bataille contre le saccage d'un territoire*), la prolifération des nuisances et des écologistes dans la société industrielle va de pair. Ici, comme il y a encore très peu de nuisances, il n'y aucune raison pour qu'il y ait des écologistes. Nous n'en sommes pas. Nous serions plutôt comme ces *agrions de Mercure* qui volent dans la forêt de Sivens. Nous habitons ici. Nous voulons vivre libres et heureux, et c'est dans ce but déraisonnable que nous avons décidé de continuer ou de commencer à vivre ici. Dans ce monde de *territoires sans pouvoir, soumis à un pouvoir sans territoire*, nous cherchons à y recréer la possibilité de l'autonomie ; non pas *pour* mais *avec* et *dans* la nature.

VICTORIA XARDEL

L'aménagement du territoire

L'aménagement du territoire, machine de guerre étatique sans précédent, vint parachever des siècles de centralisation française. L'arrivée des technocrates au sommet de l'État fut corrélative à un changement radical de la politique économique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec notamment l'affaiblissement des barrières douanières et autres restrictions au commerce – pour ne prendre que cet exemple, les tarifs douaniers sur les produits industriels sont passés de 40 % en 1947 à 10,7% en 1967. L'ouverture négociée des frontières, dans le cadre du système de Bretton Woods, avait pour but d'empêcher un retour à la course au protectionnisme des années 1930. Mais l'intégration de chaque nation au marché mondial en train de se constituer mettait en cause l'équilibre de son marché intérieur. Les États d'Europe occidentale renoncèrent ainsi à l'objectif traditionnel de toute politique économique, à savoir l'unité du marché intérieur. La nouvelle logique en vigueur, celle

de l'État commercial ouvert, impliquait qu'à l'intérieur des frontières les secteurs d'activité stagnants se voient exposés à une concurrence accrue qui éliminerait les plus faibles : ce que l'on cessait de produire ainsi serait importé et les importations payées grâce aux exportations de secteurs concurrentiels. Chaque État dut définir une politique industrielle globale, fondée sur un savant dosage de subventions, de faveurs fiscales, de prêts sans intérêts, d'achats préférentiels, etc. ; ou, au contraire, sur la non-intervention, voire la pression fiscale, s'agissant de secteurs considérés comme retardataires et dont le gouvernement avait programmé la disparition. Puis, dans le cadre de la Communauté Economique Européenne (CEE) qui se voulait un espace commercial adapté à cette mondialisation, les États négocièrent la liquidation d'un certain nombre de secteurs industriels et la reconversion autoritaire des régions concernées. C'est là que devaient intervenir les « aménageurs de territoire ».

ALESSI DELL'UMBRIA

CE SOIR À 17 HEURES,
SI VOUS N'ÊTES PAS EN TRAIN DE BRÛLER DES MACHINES,
VOUS SEREZ FORCÉMENT A LA MÉTAIRIE NEUVE POUR ÉCOUTER JEAN-PIERRE BERLAN :
*De la diversité paysanne à l'uniformisation agro-industrielle :
Brève histoire de l'industrialisation de l'agriculture.*

SANS AUCUNE RETENUE

26. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 2 / 7

Combattre l'aménagement du territoire, et le *m a n a g e m e n t* de nos vies

Le collectif Faut Pas Pucer (mémé dans les ordis) s'oppose depuis 2010 à la réglementation qui prévoit que les éleveurs de chèvres et de brebis mettent une puce RFID à l'oreille de leurs animaux. Il développe une critique de l'agriculture industrielle et administrée, à travers son dernier avatar : la traçabilité des troupeaux (c'est-à-dire la surveillance des éleveurs) par informatique.

Ce dimanche 26 octobre à 20 h, Faut Pas Pucer propose sur la ZAD une discussion autour de la désobéissance au travail et la résistance à l'informatisation de la société. Cette discussion a été annoncée ces derniers jours par un texte intitulé « Ecran total au Testet ». En voici un extrait.

« La réflexion sur l'intérêt et les difficultés d'une telle désobéissance politique [est menée] à la fois avec des éleveurs qui refusent le puçage électronique dans différentes régions, et au sein d'un réseau disons « interprofessionnel » constitué d'assistantes sociales, d'enseignant(e)s et/ou chercheurs, de professionnels du livre (libraires, éditeurs, graphistes, bibliothécaires), d'artisans, de chômeurs et de médecins, qui tou(te)s constatent des évolutions inacceptables dans leur travail et s'y opposent, ou souhaiteraient le faire. Les unes et les autres ont pour point commun de rejeter des dispositions managériales ou réglementaires adoptées par leur hiérarchie ou par les autorités encadrant leur marché, et qui ont pour effet de restreindre les marges de liberté qu'ils percevaient dans leur activité : évaluations régulières des élèves pour nourrir les statistiques de la Commission de Bruxelles sur l'éducation, recueil de données sur les personnes demandant des aides sociales, normalisation des produits ou des composants à utiliser pour faire du pain, du fromage ou de la plomberie, puçage des livres et vidéosurveillance dans les bibliothèques, soutien massif de l'État à Amazon qui a le droit de faire des ristournes qu'aucun libraire de quartier ne peut se permettre, etc.

A première vue, cette liste a peut-être l'air d'un inventaire à la Prévert, des choses qu'il est laborieux ou hasardeux de placer sur le même plan. Pourtant, tout le travail mené dans ce réseau confirme que les évolutions en cours dans des domaines très différents ont beaucoup de points communs. C'est le même sentiment de dépossession, d'impuissance et

d'absurdité qui traverse ceux qui les subissent. Et c'est la même importance de l'ordinateur et d'internet dans la perte de liberté et la déshumanisation qu'elles ressentent : l'informatique est presque partout l'outil des managers, des administrations, des technocrates de Paris, Bruxelles (ou de la SiliconValley) pour programmer et contrôler le travail des gens, pour le mettre en conformité avec les exigences de la création de valeur, de profit, de croissance économique à tout prix. D'où le nom provisoire de ce réseau interprofessionnel né en 2013 : « Ecran total ».

Nous savons que la critique de l'informatique n'est pas spontanément partagée par tous, dans les milieux anti-capitalistes. Certains militants voient même (ou ont vu) dans l'ordinateur et internet (aujourd'hui dans l'imprimante 3D) des moyens de subvertir la logique marchande, le salariat, la propriété privée... ; pour la majorité, surtout, l'utilité d'internet pour informer sur les luttes et les organiser rend inimaginable de critiquer ces outils.

Nous aussi, nous utilisons des PC et internet, au travail et dans nos batailles politiques. Nous ne sommes pas capables de nous en passer complètement, de même que nous avons des pièces dans notre porte-monnaie pour payer le boulanger, et parfois un chéquier pour acheter de l'essence. Cela ne nous empêche pas de considérer aussi que l'argent et la voiture sont des problèmes considérables si l'on veut un jour inventer une société vivable et juste. Pas vous ?

Nous sommes impliqués dans la lutte contre le barrage de Sivens et dans la préparation du grand rendez-vous de la fin du mois avec la conviction suivante. La domination du capitalisme sur nos vies doit se combattre au moins sur deux fronts : l'un est désormais bien ouvert, de plus en plus de gens le perçoivent, c'est celui de l'opposition aux projets d'infrastructure qui aménagent le territoire pour permettre la circulation des marchandises et le fonctionnement des différentes industries. C'est la construction (ou l'extension) de lignes TGV, d'aéroports, de centrales électriques (nucléaires, ou solaires, éoliennes, à biomasse...), de centres commerciaux, d'ouvrages permettant la production massive de nourriture empoisonnée, de puits de gaz de schiste. De manière très évidente, ça pollue, ça

détruit les paysages, ça recouvre de béton les terres arables et les forêts.

Mais il y a un autre front qui n'est pas encore clairement perçu et occupé par autant de monde : c'est celui de l'opposition à la colonisation de nos vies par les outils numériques. Pourtant, les PC, les tablettes, les I-Pod, I-Pad, I-Phone, et leur mise en réseaux sont des sources de pollution et de consommation d'énergie colossales, qui n'ont rien à envier à l'agriculture industrielle. Pollution par les ondes, pollution pour la fabrication et les déchets, consommation d'électricité par les appareils, par les moteurs de recherche, par les *data centers*... Il en faudrait, des ZAD en Chine, en Afrique, en Bolivie, pour empêcher la prédation de métaux précieux et autres terres rares entrant dans la fabrication de nos merveilles de technologie. Il en faudrait, des ZAD au Ghana, pour empêcher l'entassement de notre quincaillerie faite de plastique et de métaux nocifs, une fois que des produits dernier cri nous ont fait jeter la merveille précédente. Il en faudrait des ZAD au Mali et au Niger, pour lutter contre les mines d'extraction de l'uranium qui alimentent le nucléaire (qui alimente

l'internet). Nous nous sentons solidaires de toutes ces ZAD là... même quand elles n'existent pas, malheureusement !

Et puis, pour finir, il n'y a pas que l'aspect écologique. Il nous semble que l'aménagement du territoire réside aussi dans cette numérisation de nos vies par tous ces appareils et leur fonctionnement en réseau. C'est l'aménagement de notre territoire mental ; c'est très concrètement l'organisation de l'économie, de l'administration et de la sociabilité qui est bouleversée par l'interconnexion de tous les espaces, de tous les individus. Le premier des « grands projets inutiles et imposés » des dernières décennies, c'est de nous avoir tous mis devant un écran, au travail, chez nous et même dehors, disons 15 heures sur 24 ; d'avoir connecté à l'internet haut débit le plus reculé des villages de France ; d'avoir rendu possible qu'une grande partie de nos besoins et désirs puissent être satisfaits *en ligne*. »

MATTHIEU AMIECH



Dans le vaste pré...

Dans le vaste pré où la nuit peuplait l'herbe et enveloppait les bêtes, Wendell allait. Il marchait presque courbé en deux, ce qui ne l'empêchait pas de trébucher.

Le veau noir lui soufflait contre le flanc, et les vaches ténébreuses soufflaient entre elles, et les chevaux, délivrés de toute terre sous leurs sabots, tremblaient dans leur sommeil.

Wendell s'assit parmi les bêtes, et se retint de ses cacher la face. Et qui allait-il, ce coup-ci, décevoir ?

« Hi ! Han ! » dit l'âne à ses côtés, et il étendit la main pour le caresser.

Et qui allait-il, ce coup-ci, décevoir ?

Les chevaux hennirent quand il leur toucha les fanons ; et les bestiaux étaient secoués du soufflet de leur respiration, et il leur toucha les cornes naissantes. Les petites souris des champs s'enfuirent de tous côtés, et il leur abandonna sa position inchangée ; les oiseaux de nuit murmurèrent au-dessus de sa tête et il resta immobile. Toutes les créatures rampantes qu'il n'avait ni comptées ni connues le regardèrent avec un million d'yeux, et ses yeux étaient également là. Et les créatures dans les arbres marchaient et couraient sur les branches, et il se tint coi.

Et qui allait-il, ce coup-ci, décevoir ?

Et toutes choses, chacune avec sa forme propre, devinrent claires dans le noir ; elles étaient massées sur des dizaines et des dizaines de rangs ; elles soulevèrent leurs paupières et le regardèrent ; dans les arbres et dans les airs, sur la terre et sous la terre ; elles le dévisagèrent longtemps, et il se retint de se cacher la face. Leurs rangs paraissaient tantôt tout proches et tantôt très lointains ; et elles semblaient se déplacer tantôt loin, tantôt près, comme le flux et le reflux d'une vague ; et elles soulevaient leurs paupières et le dévisageaient ; et elles ne disaient rien en aucune de leurs innombrables langues ; et elles partirent très loin ; et elles marquèrent un temps d'arrêt ; puis elles se rapprochèrent, pour ne plus s'arrêter. Elles resserrèrent les rangs tout autour de lui ; elles se déportèrent largement sur les ailes ; puis elles se rapprochèrent de plus en plus, et, comme une vague, le submergèrent ; et il se noya, et se releva tant qu'il était encore temps de s'échapper.

Et qui allait-il décevoir ?

DJUNA BARNES
(traduction J. P. Richard)

Après les arbres, ils abattent les hommes

Rémi F., 21 ans, a été tué par la police

Depuis quelques semaines, le projet du barrage de Sivens est dans une position délicate. Le vent tourne. Les conflits d'intérêt qui y président ont successivement été démasqués dans les médias nationaux. Le modèle d'agriculture pesticide qu'il impose est abondamment critiqué par l'opinion. Plus aucun motif ne semble valable pour continuer les travaux, menés sous la houlette de centaines de policiers et de militaires. Il ne reste aux porteurs du projet qu'un seul argument : la soi-disant violence de l'opposition, qui démontrerait à elle seule le bien-fondé de l'obstination de notre *État de droit*.

Notre camarade est tombé sous les tirs de cet *État de droit*.

En forêt de Sivens vendredi, en amont de la manifestation nationale du samedi 25 octobre qui a réuni 7000 personnes, les machines de chantier qui travaillent la semaine à la construction de la digue du barrage avaient été déplacées. Il ne restait dans le petit camp retranché aménagé par les forces de l'ordre que chiotte et compresseur, jolis symboles du monde qu'on nous prépare. Agacés par leur incongruité, les habitants de la forêt se débarrassèrent de ces objets inutiles. Impossible pourtant de se débarrasser des 250 CRS et gendarmes mobiles qui depuis vendredi soir, alors qu'il n'y avait sur place aucune machine, aucun ouvrier à « protéger », semblaient vouloir en découdre.

L'unique raison pour justifier la présence démesurée des forces de l'ordre armées samedi à Sivens était la volonté des autorités de susciter des tensions pendant les deux jours de manifestation.

Ils y sont si bien parvenus qu'ils ont tué un homme.

Un barrage contre le pacifisme Dialogue (Première partie)

UN SOIR DANS LA FORÊT DE SIVENS, UNE FEMME DIAPHANE FAIT SON ENTRÉE À LA MAISON DES DRUIDES. LE JEUNE HOMME QUI S'Y REPOSE SURSAUTE. C'EST EN CES TERMES QU'ELLE S'ADRESSE À LUI.

Je ne te veux pas de mal. Il y a soixante-dix ans, il y avait ici un maquis. J'ai tardé avant de le rejoindre, je ne supportais plus de rester passive – car rester passif, c'est collaborer, c'est faire le jeu des autorités qui ont la force de leur côté. Finalement, je me suis lancée dans la Résistance, et je suis tombée ici – les arbres m'ont accueillie parmi eux.

Sois la bienvenue. Moi aussi, j'ai fait le choix de la résistance. Je combats un système qui menace la vie et donc la possibilité, pour nous et les générations futures, de vivre une vie non mutilée. Ici, ils déracinent des arbres pour faire un barrage.

Oui, j'ai vu des arbres que je fréquente depuis des années être abattus par les machines de mort, j'ai vu les gens y grimper à l'aube pour les protéger, j'ai vu les tentatives de ralentir les robocops avec des barricades et des cocktails Molotov – quelle naïveté, vu comment ils sont équipés.

Tu penses que nous ne sommes pas assez « équipés » ? Moi, je suis pour la résistance active, mais sans moyens violents. Je suis pacifiste.

Pourquoi te sens-tu obligé de me dire cela, et d'un ton si supérieur ? Aurais-tu du mépris pour celles et ceux qui, comme moi, ne se définissent pas comme « pacifistes » ?

Non, aucun mépris, excuse-moi. Je pense même qu'il s'agit d'une composante indispensable de la lutte. Tu me confonds peut-être avec d'autres gens, ceux qui se disent « légalistes », cherchent à négocier avec les autorités et se démarquent des « occupants » et des « violents ». En ce qui me concerne, je n'hésite pas à violer la loi pour défendre mes idées. Mais si je combats la violence de ce système, c'est parce que je m'oppose à toute forme de violence. Je suis donc pacifiste.

Je trouve bizarre la manière dont tu te définis et dont tu parles des autres composantes de ta lutte. Nous, dans la Résistance, nous ne nous divisons pas en légalistes, pacifistes et violents. Il y avait les maquisards qui vivaient armés dans la clandestinité, la population qui nous soutenait matériellement et les gens qui, au sein de l'administration, faisaient les faux papiers et transmettaient certaines informations – c'est grâce à l'union de ces trois composantes qu'il y a eu de la résistance en France, et il aurait été désastreux de se dissocier de l'une. Votre distinction – car tu n'es pas le seul à parler en ces termes – a forcément pour effet de stigmatiser ce qu'il faudrait soutenir en priorité : celles et ceux qui prennent le risque de menacer le bon déroulement du programme de destruction concocté par les autorités.

Soit, mais nos situations n'ont rien à voir – et il faut s'y adapter. On ne peut comparer le nazisme et ce que je combats : Carcenac est un escroc, mais ce n'est pas un Hitler qui assassine à tour de bras. Les gendarmes mobiles commettent des exactions, mais ils ne tirent pas à balles réelles.

C'est vrai, mais tu m'as dit toi-même que les logiques économiques et politiques qui poussent à faire ce barrage, elles menacent la vie et donc l'humanité. Et tu vois bien que ce barrage, il est fait contre vous. Contre votre monde, vos idéaux et vos pratiques pacifistes. Si vous n'arrêtez pas le chantier, vous allez sortir de cette lutte affaiblis, collectivement et individuellement. Il faut donc résister, tous ensemble. A chacun de faire ce qu'il peut en fonction de ce qu'il sait et se sent capable. Pour gagner un combat, de toute façon il faut de tout et ne pas reculer devant l'épreuve de force. L'essentiel, c'est de ne pas se dissocier des autres – ça, c'est faire le boulot du pouvoir : « diviser pour mieux régner ».

Il faut de tout, certes, mais tout n'est pas toujours possible ensemble – quand des gens lancent de loin des cailloux sur les flics qui encerclent les militants pacifistes enterrés, c'est stupide et dangereux. De toute façon, je ne pense pas qu'il soit possible de battre l'État sur son propre terrain. Je ne pense même pas qu'il soit souhaitable d'entrer dans ce jeu-là, nous n'avons rien à y gagner.

Vu le rapport de force, tu as peut-être raison. Mais je crois tu ne m'as pas bien comprise : pour moi, le problème n'est pas de savoir si on est prêt ou pas à recourir à la violence – ça, c'est une question personnelle, qui dépend de notre histoire, de l'Histoire aussi, des circonstances, etc. Mon propos n'a jamais été de dire que seuls les maquisards avaient fait le bon choix. Le problème à mes yeux, c'est que tu te définisses d'une manière qui donne le mauvais rôle à certains de tes camarades ; c'est que les adjectifs définissant les différentes branches de la lutte sont des catégories policières qui aboutissent, en te posant comme innocent, à montrer implicitement du doigt les autres comme criminels. Là, tu fais le jeu du pouvoir, qui cherche toujours à discréditer ses opposants comme « violents », voire « terroristes ». Dis moi seulement, d'où vient cette question de la « violence » ?

(à suivre dans le prochain numéro)
AURÉLIEN BERLAN

SANS AUCUNE RETENUE

28. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 4 / 7

Un barrage contre le pacifisme

Dialogue (Deuxième partie)

Dis-moi seulement, d'où vient cette question de la « violence » ?

Cette question, les journalistes nous la posent toujours d'une manière telle qu'on comprend vite qu'on n'a pas le choix de la réponse : dans les interviews, on est sans cesse sommé de se dire *non violent*, pour rester crédible. Elle est aussi au cœur du discours des autorités qui martèlent que le mouvement est « violent » pour le stigmatiser et le discréditer aux yeux des gens. D'où l'importance de prendre le contre-pied de ce discours et de rappeler que, dans ce mouvement, nous sommes en immense majorité pacifistes dans l'âme, nous préférons le dialogue qui nous est refusé à la violence qui nous est imposée.

Mais dire cela, ce n'est pas prendre le contre-pied des autorités, c'est faire leur jeu. La question des moyens posée indépendamment de la situation qui vous est faite - on vous fait quand même la guerre, à vous et à la nature - est un piège que vous tendent vos ennemis. Ils font ça afin que vous ne puissiez même pas avoir l'idée de constituer un « rapport de force ». Ils font ça pour vous cantonner à un rôle inoffensif de négociation, qui vous oblige à déléguer le pouvoir à un représentant - et la farce de la représentation peut recommencer. Ne jamais oublier : il ne peut y avoir de négociation réelle qu'entre puissances de force (à peu près) égale. Toute autre « négociation » ne peut être qu'une mascarade, ne peut être que la doléance que présente le sujet faible au souverain tout-puissant - à moins que ce que votre porte-parole négocie, ce soit moins la fin des travaux que le début de sa carrière politique. Pour négocier, il faut d'abord constituer une force, une force politique. Plus vous vous direz pacifistes, plus cela vous sera difficile. En plus, vous préparez le terrain au prochain coup des autorités : diviser le mouvement en « bons citoyens pacifistes » et en « méchants occupants violents », ce qui tuera la lutte.

Peut-être as-tu raison, mais il y a une donnée nouvelle que tu ne connais pas. Aujourd'hui, les gens sont extrêmement sensibles à la violence. Elle a pris une place centrale dans l'imaginaire, elle fascine et terrifie, c'est le sacré de notre génération. Plein de militants cèdent à son charme, et moi aussi, quelque part, je rêve de voir ces machines brûler. Mais compte tenu de cette hypersensibilité à la violence, ce serait désastreux pour notre image dans l'opinion publique.

Mais tu confonds tout ! La violence, ça s'exerce contre des personnes ou des êtres sensibles, pas contre des machines. Détruire des machines, ce n'est pas de la violence, c'est du sabotage pour mettre les forces de destruction hors d'état de nuire. Oui à toutes les offensives, qu'elles soient, dans le langage de la police, « violentes » ou « non violentes ». Car ce n'est pas de cette manière qu'il faut se définir, et il ne faut pas se laisser définir ainsi. Cette question est un piège pour diviser et paralyser. Ce qui compte, c'est de se définir d'abord comme résistant, se définir par les fins que l'on vise et l'analyse de la situation que l'on fait, plus que par les moyens qu'on est prêt à utiliser. Quant à celles et ceux qui soulignent être « légalistes », tu as raison de te méfier : ils risquent fort de se révéler vite être des « passivistes », des partisans de la passivité (ce qui se combine très bien avec une intense agitation dans la négociation). Ou des opportunistes qui préparent leur dissociation, leur passage à l'ennemi. En tout cas, insister sans cesse là-dessus quand tous les recours sont épuisés et que toutes les négociations politiques ont été vaines, c'est se préparer à assister passivement au désastre.

Tu as raison, mais il me faut souligner une dernière chose : moi aussi, je suis pour l'offensive et l'audace - c'est ce qui nous manque le plus. Mais je ne pense pas qu'on ait besoin d'être « violent ». Celles et ceux qui ont le plus ralenti les travaux et la police, ce sont les enterrés et les grimpeurs, pas les barricadiers, même s'ils ont un rôle à jouer. Tu as raison de nous mettre en garde sur un mot qui, aujourd'hui, met finalement tous les illégalismes dans un même sac, pour les condamner en bloc, sans plus distinguer entre le bris de machine et la violence sur personne. Mais tu me sembles céder, comme tant de jeunes d'une époque nourrie aux scènes de bataille, à la fascination pour la violence. N'oublies pas : on peut être offensif sans être agressif, on peut arrêter les machines sans les détruire, on peut renverser le pouvoir sans le prendre - et c'est ce dont je rêve.

Laisse-moi clore ce débat en te parlant d'une autre lutte encore, qui m'a semblé exemplaire. J'ai rencontré une italienne la semaine dernière. Elle venait d'une vallée qui s'oppose depuis des années à un projet de ligne TGV, le Val de Suze. Là-bas, la lutte s'enracine notamment parce que, face à la violence de l'État, tout le monde est conscient qu'il faut revenir au droit de légitime défense et au devoir de résistance à l'oppression. Toutes les composantes de la lutte participent à des actions offensives communes, chacune avec ses moyens. Et tous les inculpés y jouissent d'un soutien inconditionnel.

Un spectre hante la forêt de Sivens, c'est le spectre de la résistance.

AURÉLIEN BERLAN

Un pacifiste contre le barrage ?

Dans ce dialogue, écrit avant la nuit où Rémi a été abattu par la police, nous voulions remettre en question un discours « pacifiste » qui prenait de plus en plus de place dans le mouvement d'opposition au barrage. Lors du concert à Matens, organisé en soutien aux *inculpés de la lutte*, le terme était dans toutes les bouches, sans que son incongruité, dans de pareilles circonstances, ne frappe quiconque. Pour autant, il ne s'agissait pas de faire un éloge des « violents ». Nous ne nous reconnaissons ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories. Nous pensons que cette distinction est factice, comme le suggère le fait qu'il est bien délicat de nommer son pôle « obscur » ; les « violents », les « radicaux », les « cagoulés » ou, dans le dialogue que vous venez de lire, les « résistants » : autant de catégories inadéquates. On peut être pacifiste et radical, résistant et non violent. Ce sont des étiquettes répulsives qui ne disent rien sur les gens ainsi qualifiés, mais beaucoup sur ce dont ont peur ceux qui les stigmatisent de cette manière. *Quiconque prend l'épée périra par l'épée. Et quiconque ne prend pas l'épée périra sur la croix.* (Simone Weil, in *Cahier VII*) Cette opposition artificielle ne fait que figer en « identités » des gestes, des comportements, des stratégies. Mais nous savons que la réalité est tout autre. Notre perception de la « violence » est éminemment subjective, et fille de son époque. Il fut un temps pas si lointain où la violence ne désignait que les actes visant des personnes de chair ; on parlait alors de sabotage pour qualifier les actes visant les choses, comme par exemple la destruction de machines. Aujourd'hui, la femme d'un conseiller général pro-barrage peut dénoncer comme « extrêmement violent » le fait qu'on ait jeté dans son beau jardin des cartouches de gaz lacrymogène.

Notre rapport à la violence est mouvant : que l'on soit prêt ou non à se masquer le visage et à jeter trois cailloux dépend de notre tempérament et de notre humeur, des circonstances, de l'attitude des forces de l'ordre, des chances ou non de succès d'un assaut physique. Il n'y a pas les « pacifistes » d'un côté et les « violents » de l'autre. Il y a des hommes et des femmes, qui passent d'un geste et d'une tactique à l'autre. Dans notre mouvement, nous ne connaissons d'ailleurs pas d'authentiques « pacifistes », comme Lanza Del Vasto qui paradoxalement se définissait comme un vrai « guerrier », rappelant ainsi que *le vrai guerrier n'est pas belliqueux*. Il y a par contre beaucoup de « pacifiques » qui, face à la conflictualité et aux rapports de force inhérents à la sphère politique, dissimulent sous ce vocable leurs propres peurs. La victime de la police est l'exemple même de cette réalité mouvante : comme nous tous, il était enragé de voir la forêt dévastée, tenaillé par la colère devant les provocations des argousins. C'est lui qui est mort ; ç'aurait pu être toi, qui lit ce texte.

Depuis les soulèvements populaires des années 70 et leur mise en déroute, les moyens de résistance qui se sont progressivement imposés et qui sont aujourd'hui les plus pratiqués sont liés à l'image et

au symbole. A Sivens on s'enterre, on « prend racine » pour barrer le chemin aux machines ; on replante, dans la forêt changée en lit de copeaux, de jeunes arbrisseaux. Ces pratiques pacifistes portent en leur sein le souci de donner aux médias qui la relaient une « bonne image » de la lutte, mélangé de considération morale quant à l'usage de la violence. Nous vivons dans une société en état de paix ; c'est à dire où la violence emprunte des voies tellement détournées qu'elle parvient à ne plus être identifiée sous ce nom, et que l'emploi de sa forme la plus brute et matérielle – caillou & flash-ball – nous terrifie. Cet effet de répulsif moral que suscite tout emploi de la violence directe, matérielle n'est qu'un exemple de la prédominance, là comme partout, de la représentation sur la réalité. Mais qu'on se le dise : qui se bat par les images aura de l'influence dans un monde d'images, et contribuera à renforcer ce monde, contre lequel par ailleurs nous luttons.

L'influence par le symbole est peut-être nécessaire, aussi, à la lutte ; mais lorsqu'elle demeure si négligeable et si parallèle qu'elle échoue à enrayer une destruction bien réelle, il n'est plus possible de s'en tenir là. Alors se repose la vieille question des moyens et des fins. Toute l'équivoque vient de ce que nous souhaitons obtenir des *conséquences pratiques* par des *moyens symboliques* : faire cesser le travail des machines en infléchissant à notre égard l'opinion publique, qui ainsi gagnée à la cause infléchira elle-même le gouvernement, qui par crainte de la « mauvaise presse » qui découlerait de leur obstination ordonnera aux différents acteurs économiques et politiques du projet de cesser les travaux. *Nous voulons être indirectement efficaces*. Mais il y a là une contradiction dans les termes. Est efficace ce qui va au but par les moyens les plus directs. Notre but est de faire cesser les travaux du barrage. La réprobation morale de la violence doit laisser place à une stratégie d'ensemble. Tous les fronts de tous les mondes doivent être occupés. Celui des images, éminemment contemporain, en est un. Beaucoup plus désuet, comme tout ce qui s'exerce sans médiation, le sabotage en est un autre.

On ne mesure pas la force et la justesse d'une lutte aux moyens employés, qu'ils soient violents ou non. Il faut laisser l'image de la résistance pacifiste populaire contre la violence d'État comme modèle de la lutte aux journalistes amateurs de clivages simples. On considérera peut-être les chances de réussite d'une lutte à sa capacité à ne jamais se laisser réduire à un principe – à une image –, mais à occuper tous les principes et toutes les images – et donc à les subvertir. Cessons de nous enfermer dans des identités figées et pensons plutôt à comment agir de conserve, divergentes méthodes pour un objectif identique : l'abandon immédiat et définitif du projet de barrage, l'expropriation du Conseil Général et la réappropriation de la forêt de Sivens.

VICTORIA XARDEL, AURÉLIEN BERLAN

SANS AUCUNE RETENUE

29. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 5 / 7

Tremble carcasse, si tu savais où
je te mène !

Thierry Carcenac s'interroge sur les futurs investissements :

« Si tous les chantiers qui déplaisent doivent être protégés ainsi, où va-t-on ? »

La Dépêche du Midi, 27 octobre 2014.

Il faut un mort pour que le déménageur en chef du territoire dans le Tarn se pose une grande question existentielle : où va-t-on, en effet, si on ne peut plus bétonner tranquillement ? s'il faut à chaque fois passer sur les cadavres des opposants ?

Cette engeance, toujours aussi imbue de son pouvoir, se demande en réalité : « où va-t-on si les gens se mêlent de leurs affaires et que je ne peux plus m'en occuper à leur place (et m'en mettre plein les poches avec mes petits copains) ? »

La même pourriture, suite à la publication du rapport d'expert qui confirmait en tous points l'analyse critique du projet de barrage par les opposants, concédait qu'en effet il s'était quelque peu trompé, mais que de toute façon, les sommes engagées pour les études et les travaux étaient déjà trop considérables pour gâcher en pure perte tout ce bon argent public en faisant machine arrière : « bien sûr, je fais n'importe quoi, mais je le ferais jusqu'au bout ! » Cette pathologie dans l'argumentation, cette logique de la déraison a déjà été bien analysée :

« On connaît cette histoire de l'homme qui a prêté un chaudron à un ami et qui se plaint, après avoir récupéré son bien, d'y découvrir un trou. Pour sa défense, l'emprunteur déclare qu'il a rendu le chaudron intact, que par ailleurs le chaudron était déjà percé quand il l'a emprunté, et que de toute façon il n'a jamais emprunté de chaudron. Chacune de ces justifications, prise isolément, serait logiquement recevable. Mais leur empilement, destiné à mieux convaincre, devient incohérent. Or c'est précisément à un semblable empilement d'arguments que se trouve régulièrement confronté quiconque s'interroge sur l'opportunité d'une diffusion massive de telle ou telle innovation technique.

*Dans un premier temps, pour nous convaincre de donner une adhésion pleine et entière à la technique en question, ses promoteurs nous expliquent à quel point celle-ci va enchanter nos vies. Malgré une présentation aussi avantageuse, des inquiétudes se font jour : des bouleversements aussi considérables que ceux annoncés ne peuvent être entièrement positifs, il y a certainement des effets néfastes à prendre en compte. La stratégie change alors de visage : au lieu de mettre en avant la radicale nouveauté de la technique concernée on s'applique à nous montrer, au contraire, qu'elle s'inscrit dans l'absolue continuité de ce que l'homme, et même la nature, font depuis la nuit des temps. Les objections n'appellent donc même pas de réponses, elles sont sans objet. Enfin, pour les opposants qui n'auraient pas encore déposé les armes, on finit par sortir le troisième type d'argument : inutile de discuter, de toute façon cette évolution est inéluctable. Ce schéma ne cesse d'être reproduit. » (Olivier Rey, *Nouveau dispositif dans la fabrique du dernier homme*, revue *Conférence*, juin 2012.)*

Au Testet comme ailleurs, tous les Carcenac nous font le même coup du chantage à la démesure : « la machine est lancée et elle est trop grosse pour qu'on puisse l'arrêter. » Ce qui en dit long sur leur condition d'esclave des dispositifs économiques et techniques qu'ils manigancent et surtout sur l'ambition grandiose qu'ils ont de nous rendre tous semblables à eux-mêmes, à nous faire vivre dans leur monde où la nature et les hommes marchent au pas cadencé de l'économie et de la machine

Face à d'aussi répugnantes perspectives, face à ce « monopole de la violence légitime » qu'exerce quotidiennement l'État de droit et l'économie de Marché en vue du développement infini de la société industrielle, la violence des « virulents », des « radicaux », des « casseurs » ou des « black blocks » (rayez les mentions inutiles) paraît bien dérisoire et n'est qu'un juste retour des choses.

Cette atteinte quotidienne à notre liberté et autonomie, qui creve les yeux à travers les déclarations des politiciens, nous ne la voyons pas tellement elle est mise à distance par la démesure de la Mégamachine. D'abord en tant qu'« utilisateurs finaux » de ses produits, nous ne voyons plus la violence qu'elle exerce au loin- voire même juste à côté de chez nous - pour fonctionner, tant elle est cloisonnée. Derrière la commande passée sur Internet, qui voit les intérimaires sous-payés courir dans les entrepôts géants et les camionneurs s'épuiser sur les autoroutes, par exemple ? Cette brutalité est également intériorisée dans les rapports sociaux, d'abord à travers la soumission

qu'implique le salariat et sa hiérarchie indiscutable. Mais de plus en plus aussi à travers les habitudes que nous contractons du fait de l'usage d'un nombre grandissant de machines dans notre vie quotidienne, d'un fonctionnement régulier, prévisible, fluide et sans heurts du cours de l'activité sociale. L'organisation générale de la société, d'une ramification et d'une complexité incommensurable, nous a habitué à une existence bien réglée, à un fonctionnement de la vie bien policé, à une activité qui roule et qui roule d'ailleurs d'autant et toujours plus vite qu'elle est toujours mieux réglée, policée et interconnectée.

Est maintenant perçue comme « violence » toute interruption de la machinerie, toute irruption de l'imattendu, de l'imprévu, du hors-cadre et du hors-norme. Ce qui dérange l'organisation et le programme ; crée des tensions et des heurts dans le fonctionnement. Que la surprise de la vie se manifeste et c'est le scandale. Et pour que cette « violence » cesse, il faut étendre toujours plus avant la rationalisation de nos existences, de nos activités et mettre en coupe réglée leur contexte.

La violence de l'organisation, qui tranquillement contraint, canalise, embrigade, oppresse, exploite et aliène le mouvement autonome de la vie, de notre vie et ses conditions, est maintenant perçue comme la normalité, l'ordre des choses, le calme cours de la vie, la paix. La machine est le modèle, la vie doit s'y conformer, jusqu'à la raideur de l'automate.

« Je lance un appel au calme » nous dit pour conclure le pyromane-pompier Carcenac.

Nous sommes calmes depuis longtemps : nous sommes calmement en colère contre cette vie corsetée et sérieusement déterminés à faire barrage à tous les agités du bétonnage du territoire et des « Zones d'Aménagement Différés », les excités de l'innovation et du progrès, les compulsifs de la vitesse à haut débit et de la circulation en flux tendus, les hystériques de la croissance infinie et du « redressement productif », les fanatiques de l'aliénation à la société capitaliste et industrielle.

Occupons et habitons la vallée du Tescou, reconstruisons là et partout ailleurs notre vie, et faisons nôtre ce pays.

BERTRAND LOUART, menuisier-ébéniste

Comment va ta montagne ?

Est-ce l'arbre ou le vent dans le feuillage qu'on entend ? Peut-être bien le dedans de l'arbre sans intervention extérieure, où semblait s'être éveillé ce qui depuis longtemps était éteint, qu'il couvait patiemment. Certes, les coups que lui portait le vent n'avaient jusqu'alors pas permis de le penser, mais ce sursaut devait être parti de l'intérieur, de ses seules ressources enfouies, ou les secousses, par lesquelles ce sursaut était apparu, desquelles le temps sorti de sa normalité sembla s'être déréglé, n'étaient peut-être bien plutôt précisément qu'un mauvais tour du temps, sans plus les conséquences de son passage, puisqu'on dit de lui qu'il passe, sans plus de contraires, ceux de la pousse et de la décroissance, de l'affermissement et du pourrissement... Une secousse du temps dans l'arbre ! Ou bien une dimension de l'arbre lui-même que l'on avait jusqu'alors prise pour du vent ! Il sursauta. (...) Ce qu'il est arrivé par la suite, ce que la main a touché ou bien même traversé, l'épaisseur de l'air d'une densité devenue impénétrable était telle qu'aucun regard, s'il s'en était trouvé un, n'aurait été en mesure de rien distinguer. Regard qui se serait alors peut-être fermé, à rejoindre ce qui de l'extérieur ne se voyait plus, ou bien que la paume des mains aurait recouvert, les yeux maintenus grand ouverts, jusqu'à se penser soi-même invisible.

OLIVIER GALLON

Méridias

Chiens de *Libération* ! Les bergers transhumants de la manifestation du 25 octobre ne font pas partie de la Confédération Paysanne, qui comme tous les syndicats convoite le rôle répugnant de cogestionnaire de la contestation ! Ni *black blocks* ni *citoyens bon teint* ils cherchent simplement la belle manière d'attaquer ce monde de merde, ses puces, ses drones et ses algorithmes.

Garces de *La Dépêche du Midi* ! Si l'organisation de la violence à Sivens était aussi méthodique que vous le dites, on vous aurait déjà cassé la gueule. Vos mensonges nous lassent. Attention.

Le progrès

Le fou, s'il persiste dans sa folie, devient sage.

WILLIAM BLAKE

La rédaction demande l'indulgence de ses lecteurs face aux nombreuses coquilles présentes dans les précédents numéros. Ecrire et corriger sous les grenades est un exercice qui demande de l'entraînement : merci aux flics démocratiques qui nous permettent de nettement progresser en la matière.

SANS AUCUNE RETENUE

30. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 6 / 7

« Aménager mais protéger »

Publi-communicé du Conseil Général du Tarn publié dans la
Dépêche du Midi du 1^{er} novembre 2014.

Pour comprendre comment ils aménagent, il suffit de voir comment ils protègent. Au moment de sa parution, le titre de ce publi-communicé révélait bien que « l'aménagement du territoire » détruit. Depuis le 25 octobre, on sait désormais ce que signifie protéger. Détruire mais tuer : voilà la propagande du Conseil Général du Tarn.



Protéger la croissance Recréer la nature

Le publi-communicé du conseil général du Tarn paru le premier octobre dernier dans le torchon de *La Dépêche du Midi* est un bijou d'arrogance. Il inverse totalement les choses en présentant les saccageurs comme des écologistes et les opposants comme des saccageurs. Mais il a toutefois un grand mérite. Non pas de mettre en évidence les copinages entre notables (les élus et la presse), le cynisme et les mensonges des dominants (nous connaissons déjà tout cela), mais plutôt de nous montrer avec quelle facilité les communicants du conseil général retournent la situation en utilisant le même langage technique et scientifique que les environnementalistes. Derrière chaque langue, il y a une vision du monde. Ce langage qui se veut neutre et objectif est celui de ceux qui gèrent ce monde. Il décrit et analyse les paysages, la nature, les activités humaines, les relations humaines de telle sorte que tout aille dans le sens du développement économique et du progrès scientifique et industriel.

En agriculture, par exemple, la campagne est désormais mesurée et chiffrée dans ses moindres détails. Depuis quelques années, l'ensemble des terres agricoles (champ cultivé, prairie, bois, cause, estives, etc.) est photographié par vue aérienne. Ces photos sont numérisées et chaque agriculteur doit déclarer tous les ans ce qu'il fait sur ses terrains (quelle culture ? quelles bêtes ? combien ?). Ces déclarations sont enregistrées dans des bases de données de l'administration. Un pré devient alors un « îlot », un arbre devient un « élément paysager », et un troupeau qui pâture devient un « chargement » qu'il convient de maîtriser dans un « plan de gestion pastorale ». Il n'y a plus un bout de paysage auquel on n'attribue pas une *valeur*, une *réalité augmentée*, quelque part dans l'ordinateur d'un bureaucrate : un potentiel agronomique, un atout touristique ou une biodiversité remarquable. Cette façon de simplifier et d'appauvrir la réalité, de tout transformer en chose, permet de comparer n'importe quel endroit avec n'importe quel autre et d'en faire ce que l'on veut. On peut ainsi échanger tel endroit contre tel autre, on peut même détruire telle « zone humide » pour la « recréer » artificiellement ailleurs.

Cet univers technocratique, c'est la violence normale du monde moderne. Quelle que soit la taille d'un projet d'aménagement, que la destruction à laquelle on assiste soit petite ou grande, tout ce que l'on peut dire, si l'on n'utilise pas le langage des gestionnaires, est considéré comme irrationnel, subjectif, emprunt de sentiments intempestifs. On ne décide plus de nos conditions de vie (là où on habite, comment on travaille, comment on vit avec nos voisins, etc.). Les décisions qui ont le plus de

conséquences sur nos vies dépendent d'experts et de programmes nationaux ou européens. Ainsi, le mode de vie moderne exige de ne pas trop s'attacher à ce qui nous entoure et de s'adapter sans cesse aux *évolutions* de ce monde et aux exigences de la relance de l'économie.

Pour continuer à lutter contre ce monde, contre cette vision scientifique et économique de la vie, on peut peut-être s'appuyer plus sur ce qu'a pu produire l'ancienne culture rurale, sur ce qu'elle avait d'universel dans ses modes de vie sans éluder ses mauvais aspects, sans idéaliser.

Il ne s'agit pas de se conformer à un ancien modèle, ni d'opposer les gens nés ici à ceux qui viennent d'ailleurs ou les ruraux aux citadins. Il ne s'agit pas non plus de mettre sur un piédestal le monde agricole actuel. Il n'est pas l'héritier de cette culture rurale mais plutôt son fossoyeur (certains agriculteurs le regrettent, d'autres pas du tout).

Il s'agirait plutôt de voir si notre hostilité à la société industrielle ne pourrait pas se nourrir en partie d'une culture qui lui a toujours été réfractaire. Si l'on veut rompre avec la vie hors-sol et administrée d'aujourd'hui, il y a sûrement des enseignements à tirer d'une culture qui a vécu plusieurs milliers d'années sous diverses formes avant de s'auto-dissoudre dans la société de consommation.

UN BERGER QUI A TRANSHUMÉ AU TESTET

Elisée Reclus s'était trompé

Que deviendrait un pauvre arbre, à quelles maladies monstrueuses ne serait-il pas condamné si, vivant encore, il était partagé entre plusieurs propriétaires, si des maîtres nombreux pouvaient exercer le droit d'us et d'abus, qui sur les racines, qui sur le tronc, les branches, les feuilles ou les fleurs? Le ruisseau dans son ensemble peut être comparé à un organisme vivant comme celui de l'arbre. Lui aussi, de ses sources nombreuses à son embouchure, forme un tout harmonique avec ses fontaines, ses méandres, les oscillations régulières de ses eaux, et c'est un malheur public lorsque la série naturelle de ses phénomènes est troublée par l'exploitation capricieuse de riverains ignares. C'est grâce à la science et au concours des efforts aujourd'hui divisés que le ruisseau pourra rendre aux populations les services qu'elles en attendent.

EXTRAIT DE HISTOIRE D'UN RUISSEAU

C'est à cause de la science aujourd'hui, tête pensante de l'industrialisation du monde, qu'aucun ruisseau ne peut plus être de la moindre utilité pour personne.

Brèves

Lui, il mourra de ne l'avoir pas eue

« Mourir pour des idées, c'est un geste, mais c'est relativement stupide et bête. »

Commentaire de Thierry Carcenac sur la mort de Rémi.

La main à la plume

Pourquoi faire la veille à 30 ce qui aurait été fait le lendemain à 3 000 ?

Les meilleures réponses seront publiées dans *Sans aucune retenue*.

Mass Merdias

« On ne peut pas revenir en arrière, ça nous coûterait trop cher ! »

Tel est actuellement l'ultime argument en faveur du barrage.

Pour le voir démonté, ne manquez pas le numéro 7 de *Sans aucune retenue* !

L'indécence commune

Les flics savent très bien comment ils ont tué Rémi, et d'abord qu'ils l'ont tué. La manière dont la vérité est peu à peu dévoilée dans un strip-tease macabre, joyeusement relaté par les journalistes, ne nous étonne pas : elle nous fait gerber.

SANS AUCUNE RETENUE

31. 10. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 7 / 7

De l'abattoir au laboratoire Place à la gestion de l' « affaire Sivens »

L'affaire du barrage de Sivens, parce qu'il s'agit d'un projet modeste d'*aménagement du territoire* comme il s'en réalise tous les mois dans les campagnes de France, a cela d'exemplaire que selon son issue, elle pourrait constituer un paradigme pour les autres résistances à ce nouveau genre de destruction massive qui dévaste nos pays. Destruction aujourd'hui protégée par les différents dispositifs de récupération verte (*cf.* « Aménager mais protéger et recréer », publi-communiqué du Conseil général du Tarn publié dans *La Dépêche du Midi* du 1^{er} octobre 2014) et les parodies ordinaires de démocratie. Avec Sivens, ces pantomimes ont volé en éclat, et le véritable enjeu de la contestation, qui va bien au-delà de la réalisation ou non de ce barrage, peut enfin se formuler : comment voulons-nous vivre ? Dans les temps qui viennent, le gouvernement s'apprête à poser la question aux citoyens français : que voulez-vous ? Aujourd'hui la vie est simple : les décideurs décident, les citoyens consomment. Voilà la démocratie. Cela ne vous plaît plus ? Regardez-les, ces zadistes, qui cultivent leurs légumes et vivent dans leurs cabanes, *est-ce vraiment ainsi que vous voulez vivre ?*

Au milieu des années 1980, la contestation suscitée par le grand projet de nucléarisation de l'Hexagone a pris au dépourvu les décideurs, habitués à ce que toutes les horreurs sortant de leur imagination mortifère aient été réalisées après guerre dans un grand consensus communo-gaulliste en faveur du « progrès ». Embarrassé, le ministère de l'environnement a demandé l'aide de la science sociologique pour endiguer l'opposition grandissante : comment donner un vernis démocratique aux projets mûrement imposés par les décideurs ? La réponse, on la connaît : il faut faire de la « concertation », organiser des « forums hybrides » associant les représentants de l'État aux délégués des associations et autres organisations para-gouvernementales, afin que la « société civile » puisse discuter et *par là même* valider démocratiquement les décisions déjà prises par la technocratie. Il faut créer de toutes pièces des *associations* afin que, lors de ces débats, il y ait des acteurs de la « société civile » favorables aux projets des élites et que les journalistes puissent dire qu'« en bas » aussi, il y a du débat, que les choses sont complexes, très complexes, et qu'il vaut mieux laisser l'État savant s'en charger. Et c'est ainsi qu'un polytechnicien a fondé « l'Association des écologistes pour le nucléaire »... Très vite, il est devenu clair que toutes ces associations commençaient leur carrière comme les syndicats ouvriers l'avait achevée : comme des *organes de gestion de la contestation*. Certains mouvements d'opposition conséquents ont commencé à refuser de participer à ces parodies de débat public. La grande concertation lancée par la Commission Nationale du Débat Public (« CNPD, participer, c'est accepter ») à propos des nanotechnologies a ainsi été rigoureusement sabotée, de même que celle relative à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure : les premières mises en scène de débat public furent tant perturbées que les autorités durent renoncer à tenir les suivantes.

Carcenac, dont l'asthénie mentale est sans doute due aux 35 années de magouilles réussies au Conseil général, n'imaginait pas que sa baronnie puisse être contestée. Ce que les mafias nucléaires et scientifico-industrielles quémandent depuis des années, l'association locale de contre-expertise écologiste l'offrait sur un plateau : un « débat public » qui aurait permis de dire que la « société civile » avait été entendue. Mais il a craché dans cette main tendue. L'État national est moins stupide : il va faire appel à sa spécialiste de la « démocratie participative », Ségolène Royal. Le scénario est ficelé d'avance : il y aura une « concertation » avec « toutes les composantes » du mouvement, sauf bien sûr celles qui « refusent le dialogue » et seront qualifiées, dans ce « Grenelle de Sivens », de « minorité d'extrémistes hostiles à la démocratie ». Il en résultera à coup sûr *qu'il faut quand même faire le barrage, mais en plus petit* – cette fois sera saisie la seconde perche tendue par le collectif Testet, que *la passion de la contre-expertise* a conduit à dénoncer un projet non pas *inacceptable* mais *surdimensionné*. Et la vallée du Tescou sera démocratiquement aménagée.

Il en va ici comme partout ailleurs. La radioactivité, même à faible dose, n'en est pas moins mortelle pour le genre humain ; tout comme pour les abeilles on sait aujourd'hui que les infimes traces de pesticides sont plus dangereuses que les intoxications massives. Depuis le 26 octobre, on sait aussi que les armes à « létalité réduite » tuent – mais qu'au fond, personne n'en est responsable. *Le renard accuse le piège, il ne s'accuse pas lui-même.* Nous voulons rappeler cette banalité oubliée : Mesdames et Messieurs les ministres, potentats locaux, policiers, négociateurs en tout genre, l'État c'est vous.

*Et puis y a tous ces écolos (bis)
Qui veulent un monde réglo (bis)
La fausse concertation, on connaît la chanson
La belle dépossession, à bas les normes, à bas les normes
La belle dépossession, à bas les normes et la gestion*

(Sur l'air de La Carmagnole)

MATTHIEU AMIECH, AURÉLIEN BERLAN, CAROLINE BERNARD, MICHELA DI CARLO, MICHEL GOMEZ, MARIE-CHRISTINE LE BORGNE, VICTORIA XARDEL



23: 56: 22
NOUVELLE LUNE
(CON J O N C T I O N)

en premier : lire, c'est défaire. Et les phrases
et les mots. Et puis, au mot, restituer
par ajouts, une quantité, –
quantité de lettres. On les aura retirées de son intérieur. Non pas
pour les examiner, ni pour deviner. Elles
ne parlent pas à l'œil. Sonores,
si nous parlons

en suivant les articulations minimales, si nous coupons
pauvrement, au risque de casser
les membres. En mille et un lieux, les
diviser quand la terre est stérile, le nombril vaste. Les os
longs, courts, sans ordre
isolés. Chacun le couteau. Sa part
des réjouissances

encore, offrir comme repas ce qui consiste
en paroles. Ne pas rassembler ce qui appartient en commun
à tous. Désorganiser.
Écorcher les mots, – découpés sans tête, mais
non pas sans pieds, ni non plus sans bouts, ni davantage sans milieu, ils
se fécondent les uns les autres. Monstrueux
spectacle de l'alphabet. Aussi,
couper l'enchaînement
organique
vaut méthode. Les éléments considérés chacun
dans leur finalité propre

LUC BÉNAZET

SANS AUCUNE RETENUE

17. 11. 14 ● JOURNAL DE LA FORÊT DE SIVENS ● 8 / 7

« Aménager mais protéger »

Pour justifier son projet de barrage, le conseil général du Tarn s'est offert divers « publi-communiés » en pleine page de *La Dépêche du Midi*. L'un deux (1/10) portait un titre révélant les enjeux actuels de la lutte de Sivens : « Aménager mais protéger et recréer ».

La conjonction de coordination « mais » signifiant qu'il y a contradiction entre « aménager » et « protéger et recréer », les communicants semblent ainsi approuver l'argument fondamental des opposants aux « grands projets » d'aménagement du territoire : ils sont destructeurs - si destructeurs qu'il faut carrément « recréer » les espaces dévastés, en l'occurrence *réaménager* des zones humides ailleurs ! Le communiqué poursuit sans rire : « 19,5 ha de zones humides sont préservées pour compenser les 13 ha de zones humides impactées par la retenue. La compensation environnementale est de 150% ». Que les citoyens soient rassurés : plus on saccage, plus on préserve.

On aurait tort de ne voir dans cette formule qu'un aveu involontaire. Les communicants l'ont *sciemment* choisie afin de rendre le scandale *tolérable* en le banalisant. Derrière ce message, il y a une logique implicite qu'il s'agit de faire accepter : *si aménager = détruire, alors il faut compenser*. Mais cette « logique » de marchandage compensatoire ne vaut que pour ceux qui acceptent l'équivalence de départ, au lieu d'estimer qu'il faut la combattre. Surtout, ce qui est censé « compenser » le scandale n'est qu'une autre de ses formes. Car la destruction *comme la préservation* des territoires par l'État, ces deux moments de leur aménagement, se font au détriment de leur usage commun par les populations locales qui s'en servent encore de garde-manger et de pharmacie. C'est ainsi que les voient les

vieilles paysannes et les jeunes « zadistes » qui n'ont pas intégralement délégué leur (sur)vie aux industries agro-alimentaires et pharmaceutiques.

Ce que désigne l'aménagement du territoire apparaît clairement. Dans la plupart des cultures, les terroirs et les paysages étaient façonnés parcelles et ceux qui y vivaient. Ils sont désormais « gérés » d'en haut et de loin, par l'État central dépositaire de « l'intérêt général », lequel se mesure à la croissance du PIB, saupoudrée de « mesures écologiques ». Le territoire est ainsi soustrait aux gens qui y vivent et mis au service de l'accroissement du capital. Ce qui implique de faire la guerre aux usages vernaculaires et, si nécessaire, de *déménager sans ménagement* les populations locales.

Toutes ces expropriations se sont faites sans trop d'opposition dans l'après-guerre, tant qu'il y eut un large consensus des communistes et des gaullistes en faveur du Progrès. Les choses se sont ensuite gâtées, notamment avec le « grand projet » de nucléarisation de l'Hexagone qui aboutit en 1977 au même crime que celui du 26 octobre 2014 : Vital Michalon est tué par une grenade offensive. Dans les années 1980, l'État crie alors à l'aide : comment donner un vernis démocratique aux projets mûrement imposés par les élites ? Et les sociologues de proposer un nouvel outil, la « démocratie technique » : au-delà de la propagande, il s'agit d'*aménager la contestation*, de l'intégrer au processus de décision pour mieux la gérer, la cantonner à un rôle de contre-expertise *technique* et anéantir en elle toute opposition *politique*. Il faut organiser des « forums hybrides » (Michel Callon) associant les représentants de l'État aux délégués des associations et autres organisations paragouvernementales, afin que la « société civile » puisse discuter et *par là même* valider

démocratiquement les décisions prises par la technocratie. Il faut « cartographier les controverses » (Bruno Latour) et, si besoin, créer de toutes pièces des associations afin que, lors de ces débats, il y ait des acteurs de la « société civile » favorables aux projets des élites. Chacun verra alors qu'« en bas », il y a des « pour » et des « contre », que les choses sont « complexes » et qu'il vaut mieux laisser l'État savant s'en charger. Et c'est ainsi qu'un polytechnicien a fondé l'*Association des écologistes pour le nucléaire (AEPN)*.

Intégrées dans les processus de « concertation », il est clair que toutes ces associations, sincères ou factices, sont désormais utilisées comme organes de gestion de la contestation. Certains mouvements d'opposition ont donc refusé de participer à ces parodies de démocratie. Ainsi, le groupe Pièce et Main d'œuvre (PMO) a invité au boycott de la concertation lancée par la Commission Nationale du Débat Public (« *CNPD, participer, c'est accepter* ») à propos des nanotechnologies en 2010. Les premières mises en scène de débat public furent perturbées avec tant d'ardeur que les autorités préférèrent annuler les suivantes, pour éviter de nouveaux camouflés. Il en est allé de même pour le projet d'enfouissement des déchets nucléaires.

Le mouvement d'opposition au barrage de Sivens va-t-il tomber dans le panneau de la « démocratie participative » ? Le scénario est pourtant ficelé d'avance par la spécialiste socialiste, Ségolène Royal : il va y avoir une « concertation » avec « toutes les composantes » du mouvement, sauf celles qui « refusent le dialogue » et seront qualifiées de « minorité hostile à la démocratie ». Il en résultera qu'il faut quand même faire le barrage, en « plus petit ». Mais il en ira de ce redimensionnement comme des autres « compromis concertés ». Les faibles doses de radioactivité n'en sont pas moins mortelles pour le genre humain. En ce qui concerne les abeilles, les infimes traces de pesticides sont même plus dangereuses que les intoxications massives. Petit ou grand, le barrage aura détruit une vallée et tué un homme.

Ce qui est mis en cause dans la forêt de Sivens, ce n'est pas seulement un barrage

« surdimensionné », c'est toute une société, celle qui engendre la série de scandales liés à ce barrage et tant d'autres bien pires – une société oligarchique qui n'a qu'un seul « grand projet » en tête, décliné de mille façons : la croissance du capital par l'exploitation sans frein des êtres humains et des territoires. Au lieu de tomber dans le piège d'une « démocratie participative » dont le seul rôle est de *compenser cette domination politique*, ne faut-il pas plutôt approfondir l'organisation horizontale et la démocratie directe qui animent depuis le début le mouvement d'occupation, organisé en assemblées et en commissions ? N'est-ce pas cela que les autorités veulent actuellement réprimer *par tous les moyens* : la renaissance de la passion pour la liberté qui, de l'Antiquité au printemps arabe en passant par les révolutions françaises, ont toujours menacé le joug des oligarchies établies ?

GROUPE MARCUSE

M e r d i a s

« Alexandre Grothendieck est mort jeudi matin à l'hôpital de Saint-Girons (Ariège), à l'âge de 86 ans. Un nom trop compliqué à mémoriser et une volonté maintes fois affirmée de s'effacer, d'effacer sa vie et son œuvre, font que cette mort aurait dû passer inaperçue. Mais l'homme est trop grand et le mathématicien trop important pour que cet effacement soit total. A Sivens, les zadistes n'ont sans doute jamais entendu parler de cet homme qui a ouvert une brèche politique, après avoir reconstruit les maths d'après Euclide. (...) »

Philippe Douroux, *Libération*, 13. 11. 14

Douroux,

(...) Si tu avais quitté ton *macbook* pour Sivens ces derniers temps, tu aurais pu y rencontrer Céline Pessis, doctorante à l'EHESS, qui a coordonné le premier livre en France sur la revue *Survivre et... vivre*, (*Survivre et vivre, critique de la science, naissance de l'écologie*, éd. L'Échappée, 2014) et sur le groupe de scientifiques rassemblés autour de Grothendieck qui l'a fondée. Si tu lisais le bulletin de Sivens, *Sans aucune retenue*, tu aurais pu constater combien l'âme d'Alexandre Grothendieck y est présente. *Mais l'homme est trop petit et le journaliste trop dérisoire pour que cet agacement soit total.*

V. X.

A Sivens, après les arbres, un homme

Ce qu'il y a de stupéfiant dans l'affaire du barrage de Sivens, c'est la disproportion entre les prétendues finalités de ce projet et les moyens mis en œuvre par les autorités tarnaises pour l'imposer.

Le projet est censé, selon le Conseil Général, servir à « 70% pour l'irrigation » et « 30% pour soutenir l'étiage du Tescou », le ruisseau qui traverse la vallée. Ce langage technique est basé sur une étude menée en 2001 par la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne – qui a ensuite été désignée maître d'œuvre du chantier... – censée avoir été réactualisée en 2009. Mais quand le collectif « Sauvegarde du Testet » a enfin obtenu, après avoir saisi la Commission d'accès aux dossiers administratifs, l'étude de 2001, il a pu constater que les données « justifiant » le projet en 2001 n'avaient pas été réactualisées, bien qu'elles aient radicalement changé depuis. D'une part, les besoins en irrigation des agriculteurs ont fortement diminué : depuis lors, nombre d'entre eux se sont détournés d'une maïsiculture de moins en moins rentable et de plus en plus gourmande en eau, dans une région au climat de plus en plus méditerranéen. D'autre part, il s'agissait de « soutenir l'étiage » du Tescou afin de diluer en été les pollutions issues d'une coopérative laitière et d'une station d'épuration qui se sont entretemps mises aux normes.

Qu'à cela ne tienne : le bon argument est l'apanage du pauvre militant, et non du gouvernement. Les autorités passent en force. En plus d'avoir occulté le dossier et tronqué les chiffres, elles n'ont jamais tenu compte des avis défavorables remis par les diverses commissions consultatives (Conseil national de protection de la nature, Conseil supérieur régional du patrimoine naturel, etc.). Elles ont toujours refusé le débat public et contradictoire que leur propose depuis un an le collectif légaliste « Sauvegarde du Testet ». Elles ont lancé le déboisement sans respecter les procédures ni attendre le résultat des trois recours juridiques déposés contre le projet. Et elles ont dû recourir à des centaines de gendarmes mobiles pour permettre le chantier malgré l'occupation de la forêt lancée par les membres d'un second collectif (« Tant qu'il y aura des bouilles »), constitué en octobre 2013 pour s'opposer physiquement à la déforestation, par des moyens essentiellement pacifiques : certains grimpent dans les arbres, d'autres s'enterrent sur le chemin des machines.

Ce contraste entre l'inanité des raisons invoquées et l'acharnement à réaliser malgré tout le barrage a atteint son paroxysme le week-end dernier. Depuis quelques jours, à l'approche du rassemblement national organisé par une coordination unissant toutes les composantes de la lutte (les deux collectifs susmentionnés, les paysans non productivistes de la région ainsi qu'une part de la population locale, choquée par les violences policières

qui se multiplient depuis début septembre), on sentait le vent tourner. Les conflits d'intérêt qui président à la construction du barrage sont mis en lumière par les médias nationaux (*Le Monde* du 24/10 et *Le Figaro* du 26/10). Le rapport des experts ministériels appuie l'ensemble des arguments que les opposants assènent depuis deux ans : *ainsi le fou, s'il persiste dans sa folie, devient sage*. Plus aucun motif ne semble valable pour continuer les travaux. Il ne reste qu'un seul argument aux porteurs du projet : la soi-disant « violence » de l'opposition, qui démontrerait à elle seule le bien-fondé de l'obstination des autorités à faire régner par la force l'*État de droit* dans la forêt de Sivens.

Dans la nuit de samedi à dimanche, vers 2 heures du matin, Rémi, 21 ans, est tombé sous les tirs de cet *État de droit*. Une grenade lui a explosé dans le dos.

Cette grenade fait partie d'une panoplie d'armes dont les forces de polices font grand usage depuis quelques années : flashball, grenade assourdissante, grenade de désencerclement, taser. On ne compte plus les yeux crevés, les blessures indélébiles, les morts suspectes liées à ces armes. A « létalité réduite », elles n'ont fait que généraliser les « bavures » et font désormais planer sur n'importe quelle manifestation la menace de blessés graves. Ce week-end à Sivens, elles ont tué.

Quel que soit le policier qui a tiré et l'officier qui lui en a donné l'ordre, la question essentielle, pour établir les responsabilités de ce drame, est de savoir ce que faisaient les forces de l'ordre samedi au Testet, alors que le préfet s'était engagé à ne pas en envoyer pour ne pas provoquer les inévitables affrontements que leur présence susciterait. Il n'y avait plus aucun ouvrier ni aucune machine à protéger : le groupe électrogène, qui n'avait pas été évacué le vendredi, avait brûlé le soir même. Pourquoi donc avoir posté 250 gendarmes et CRS dans le camp retranché où les machines de chantier étaient garées d'habitude, un petit parking entouré de grillages et d'un fossé de plusieurs mètres de large et de profondeur, à moins de deux km du lieu où se rassemblaient, selon *Le Tarn Libre*, plus de 7000 militants ? S'agissait-il de protéger les précieux grillages ?

L'unique raison pour justifier la présence démesurée des forces de l'ordre samedi à Sivens était la volonté des autorités de susciter des tensions pendant les deux jours de manifestation. *Elles y sont si bien parvenues qu'un homme a été abattu*.

C'était un trou de verdure, où coulait une rivière. La forêt de Sivens est en deuil de ce nouveau dormeur du val.

Victoria Xardel,
éditrice de *Sans aucune retenue*, journal de Sivens
Aurélien Berlan,
membre de la Coordination du 25 octobre

« L'État de droit » à géographie variable de Morlaix à Albi

Après la mort de Rémi Fraisse, on voit se répandre dans les médias, les défenseurs de « l'État de droit », de François Hollande, Manuel Valls à Eric Ciotti et François Bayrou, et avec eux, un cortège de journalistes et d'intervenants et réguliers des médias. Tous nous ont servi abondamment deux discours. Le premier explique qu'il est normal que les forces de l'ordre garantissent l'ordre public, au besoin par la force comme leur nom l'indique. Bien entendu, « *c'est une mission difficile* ». Le second exprime qu'une minorité de manifestants n'a pas à remettre en cause par leur résistance, même passive, des décisions prises par des représentants élus démocratiquement car nous sommes en démocratie.

Ce dernier argument a d'ailleurs été repris plusieurs fois par un représentant tarnais de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) sur *France Inter*, le 29 octobre, matin et soir, et repris le lendemain matin par le présentateur de *France Inter*. Ce représentant, défenseur de l'irrigation, n'a pas précisé s'il a participé avec les membres de son syndicat à la fameuse « nuit du fumier » durant laquelle des centaines de tonnes de fumier ont été répandues tranquillement à Albi, Rodez et ailleurs, pour protester contre la réglementation anti-nitrate. Certains peuvent penser que cette réglementation n'est pas démocratique, alors que d'autres argumenteront qu'elle n'existerait pas si les premiers n'avaient pas abusé des nitrates au point de pourrir de nombreuses nappes phréatiques, de voir condamner la France.

Alors que des infractions caractérisées sont commises ouvertement par certains groupes, on constate parfois que les forces de l'ordre ne se conduisent pas toujours de la même façon, de Morlaix à Albi. Presque au garde-à-vous devant les bonnets rouges qui ont pourtant généré plus d'un million d'euros de dégâts (avec quelques poursuites judiciaires engagées tout de même). L'impunité pour certains a-t-elle été érigée en règle de loi depuis la destruction des entrepôts de Fougères et le saccage du ministère de l'Environnement de Dominique Voynet ?

Y a-t-il eu la moindre intervention, la moindre interpellation et le moindre renvoi en justice pour dégradations de biens lors de la « nuit du fumier » à Albi ou Rodez ? Qui a payé les dégâts ?

Quant à l'affaire de Sivens, les commentateurs qui défendent l'État de droit et les décisions prises par des gens démocratiquement élus perdent de vue un point essentiel : on peut être élu, président du conseil général et prendre ou soutenir une décision parfaitement illégale. Au vu du rapport d'experts indépendants, on peut affirmer aujourd'hui sans

grande crainte de se tromper que le barrage de Sivens est illégal : il est grevé, au moins, d'une insuffisance des études obligatoirement préalables à sa réalisation et d'une erreur manifeste d'appréciation. Ceci veut dire que l'État, avec aux premiers rangs le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, a engagé les forces de l'ordre pour soutenir un projet illégal, alors qu'il se garde bien de les engager d'ordinaire pour contrer des groupes qui commettent publiquement des infractions caractérisées. Nous sommes dans un État de droit où l'on défère au tribunal des membres de la Confédération paysanne, pas de la FNSEA.

Pour donner une idée concrète de l'État de droit à la mode Valls-Ciotti, rappelons l'histoire du barrage de Fourogue près d'Albi, qui concernait à peu près le même cubage, et qui était portée par les mêmes : le président du conseil général, Thierry Carcenac, et la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG). Par jugement du 16 octobre 1997, le tribunal administratif de Toulouse avait ordonné le sursis à exécution de l'arrêté du 30 juillet 1997 déclarant d'intérêt général et d'utilité publique les travaux de réalisation de la retenue de Fourogue, il ordonnait ainsi l'arrêt du chantier. Qu'ont fait alors nos grands défenseurs de l'État de droit ? Ils ont laissé faire les travaux. Qu'a fait le procureur de la République d'Albi, qui devait défendre l'État de droit ? Rien.

Alors que les travaux étaient finis depuis longtemps, le bien-fondé de l'action des opposants a été reconnu finalement par la cour administrative d'appel de Bordeaux par arrêt du 20 avril 2000 (Numéro 98BX00023).

Chacun verra la différence entre les deux affaires. Dans celle de Fourogue, la CACG et le conseil général ont ouvertement, et en toute tranquillité, construit le barrage en infraction. Dans l'affaire de Sivens, les mêmes n'ont eu qu'un but, fort de leur expérience ancienne : mettre tout le monde devant le fait accompli, et cela même en utilisant la force publique pour couvrir une illégalité, avec les résultats que l'on sait.

La cohorte d'hommes politiques qui sont intervenus dans l'affaire de Sivens devrait défendre l'État de droit partout et surtout à bon escient, et non en assimilant les opposants au barrage à une bande de casseurs et d'irresponsables alors qu'ils n'ont pas fait le moindre effort pour venir sur place, ni même d'étudier le dossier. A les entendre parler, on voit qu'ils sont de ceux qui ne connaissent de la mer que l'écume.

Bernard Viguié

ancien avocat au barreau de Toulouse, fut avocat dans l'affaire du barrage de Fourogue (Tarn)

Lettre ouverte à la mère de Rémi Fraisse

À l'heure où sur Paris on condamne les manifestations violentes et où on loue les sit-in pacifiques, je vous écris cette lettre.

J'ai perdu mon frère dans des conditions très proches de celles dans lesquelles vous avez perdu votre fils. Mon frère qui prenait tant soin de ma mère nous a quittés, il ne reviendra plus. La perte de mon frère était sur le coup une douleur immense que je ressens à chaque fois que l'État assassine à nouveau. «Là où croît le danger croît aussi ce qui sauve» disait quelqu'un. À chaque fois que l'État assassine on a aussi l'opportunité de l'arrêter, de le contraindre à changer et de rendre la dignité perdue à tous les autres.

Par la mort de Rémi se noue beaucoup plus que l'histoire d'une vie, il se noue notre vie à tous, individuellement et collectivement. La criminalisation qui a été opérée est terrible, ça a été la même chose pour nous. J'ai compris plus tard qu'elle était voulue. Je ne voulais qu'une chose, que la Justice fasse la vérité et rende la dignité que méritait mon frère, dans le calme, et que cette histoire profite à tous, à nous les gouvernés pour mieux nous aimer et à la police pour la réconcilier avec la nation. Je pensais que la police ne pouvait accepter dans ses rangs des assassins, je ne la connaissais à l'époque pas assez. Je me trompais. Les quartiers ont brûlé, on a appelé au calme: chaque voiture ou chaque poubelle brûlée était vécue comme une insulte, comme une épine en plein cœur, une épine sur laquelle on appuyait.

Puis le temps est passé, on nous a promis la vérité, mais on n'a eu que des mensonges, que des fausses promesses, comme tant d'autres avant nous. On nous avait prévenus, mais on n'y croyait pas. François Hollande, lui-même, avait pris ma mère dans ses bras et lui avait promis qu'il nous aiderait à faire la lumière sur la mort de son fils. Sans la justice et la vérité, on vivait le temps qui passait comme une condamnation. Nous étions toujours en prison, à suffoquer et à appeler la Justice à l'aide.

Et puis on a compris que notre cas n'était pas isolé, que tant d'autres familles vivaient et vivent la même chose. Il y a tant d'humiliations et de mutilations commises consciemment par la police et couvertes par la justice, tant!

On a aussi découvert la manière de penser des policiers, ça fait froid dans le dos. Voici un exemple: mercredi dernier, suite à la manifestation sur Paris, un des policiers m'a dit «1-0» devant ses autres collègues au commissariat, qui ricanaient lorsqu'ils me voyaient arborer le tee-shirt «Urgence Notre Police Assassine». Aucun ne l'a repris, aucun... Des exemples de ce genre, tant de Français en vivent quotidiennement, ils n'en peuvent plus de cette police et n'en voient pas le bout.

Je comprends l'appel au calme, on l'a également fait. Comprenez également que de nombreuses personnes ne croient plus en ce système qui donne une impunité

de facto à la police. Comprenez que l'on ne peut concevoir la non-violence qu'à condition de supposer que le camp d'en face est capable de se remettre en cause: ils en sont humainement incapables, parce qu'ils considèrent que remettre en cause la police, ce serait remettre en cause l'État. Depuis 40 ans, la police tue impunément, à répétition. Depuis 40 ans, on assiste à la même démarche pour noyer les meurtres de l'État, malgré les vidéos, les témoins, les évidences. Depuis 40 ans, il y a des sit-in, des manifestations, des livres, des prises de position d'hommes politiques, des tribunes adressées au ministre de l'intérieur. Depuis 40 ans, ça ne fonctionne pas.

Voici comment ça se passe: dépêche AFP, mensonge du procureur, enquête de mauvaise qualité et tronquée pour aboutir sur une condamnation ridicule après de nombreuses années, voire à une absence de condamnation. Le pire, c'est que ceux qui vont enterrer l'affaire auront des promotions et ceux qui ont tué nos frères, nos fils ou amis, eux seront traités comme des champions par leurs collègues. Telle est la réalité que vous vivrez vous aussi.

Manuel Valls dit que les violences sont des insultes à la mémoire de Rémi, mais sachez que Manuel Valls, par son inaction à combattre l'impunité policière, est le premier meurtrier de votre fils. C'est un criminel récidiviste. Il est venu à Clermont-Ferrand une semaine avant le rendu du rapport de contre-autopsie bidon dont il connaissait les aboutissants, et il n'a parlé de l'affaire que pour mieux condamner les violences de ceux que la mise à mort de mon frère révoltait.

Madame, les gens se battent pour Rémi, pour leur dignité et pour leurs idéaux. Ils se battent pour vous, pour nous tous, pour que la fraternité soit effective. Ceux qui se battent connaissent assez la malveillance de nos gouvernants pour comprendre qu'on tente de nous faire croire que nous sommes dans un État de droit, alors que nous sommes dans un État de devoir. L'État ne respecte pas la loi qu'il demande qu'on respecte. Il se joue de notre corps, de notre confiance, de notre argent et de notre dignité. Il nous demande d'être à genoux, c'est un impératif catégorique.

Je vous ai écrit cette lettre à vous comme à tous ceux qui me liront pour vous faire savoir que je comprends aujourd'hui plus que jamais combien la non-violence dans les affaires de crimes d'État a ses limites. La non-violence, par son impuissance, est parfois plus condamnable, plus meurtrière que la violence elle-même. Les gens qui nous gouvernent sont malveillants, arrivistes, sadiques et récidivistes. Ils doivent partir par tous les moyens nécessaires.

Farid El Yamni,

Frère de Wissam El Yamni, assassiné par la police le 1^{er} janvier 2012 à Clermont-Ferrand. Dans la nuit, Wissam était interpellé puis frappé par des policiers, avant de tomber dans le coma et de mourir à l'hôpital neuf jours plus tard. Sa famille est restée longtemps sans réponse face à ses efforts pour obtenir justice. Début mars 2014, celle-ci a appris qu'enfin un policier était mis en examen.

Lettre de l'avocat des parents de Rémi Fraisse

Je ne connaissais pas Rémi Fraisse. Et je ne pensais pas en acceptant de défendre ses parents, en qualité de parties civiles, que j'aurai également à le défendre. Car depuis une semaine, depuis le moment où il s'est effondré, touché par une grenade lancée par un membre de la gendarmerie mobile, il ne se passe pas un moment sans que l'on fasse offense à sa personne et à sa mémoire.

Casseur, djihadiste vert, écolo terroriste.... Le discours du gouvernement ou de certains syndicats agricoles s'est établi et n'a cessé de monter en puissance. D'abord pour tenter de nier l'existence même des origines de sa mort. Rappelons-nous que dans les premiers moments, on ne parlait que d'un corps découvert dans la forêt. On apprendra plus tard que le parquet, la direction de la gendarmerie et le gouvernement savaient déjà ce qu'il s'était passé puisque les gendarmes avaient quelques instants après sa mort ramassé le corps de Rémi.

Alors pourquoi pendant deux jours, ce silence assourdissant, pourquoi cette absence de réaction du parquet, du gouvernement, pourquoi le refus de dire cette vérité que l'on connaît depuis le début? Pourquoi le parquet a-t-il tenté de semer une confusion indécente sur les circonstances de sa mort en ne donnant que des bribes d'informations, en ne parlant lors de la première conférence de presse que d'une explosion, laissant croire à la possibilité d'un décès dû à un cocktail Molotov, pourquoi avoir lancé de fausses pistes, comme celles du sac à dos disparu, volontairement récupéré par les manifestants, et qui aurait pu contenir des substances explosives? Simplement pour discréditer un jeune homme pacifiste, militant de la fédération Nature Environnement, botaniste, qui n'a jamais fait usage de violence ou eu maille à partir avec les forces de l'ordre. Salir l'image d'un jeune homme mort qui militait pour l'environnement et pour les générations à venir?

Y a-t-il attitude plus basse et plus veule?

Pourquoi ne pas assumer ses responsabilités et dire: nous l'avons tué. Notre politique l'a tué. Nous n'avons pas voulu choisir la voie du dialogue, nous avons voulu montrer que nous sommes forts aux yeux des Français, et cela passe par des démonstrations de violences contre ces militants majoritairement pacifistes. Nous les avons harcelés, frappés, nous avons brûlé leurs effets personnels, les avons délogés sans autorisations judiciaires, puis nous avons fait usage de flash balls, de grenades fumigènes et de désencerclement. Et comme ils ne partaient toujours pas, nous avons fait lancer des grenades contenant des explosifs, en les jetant sans sommations, sans respecter les règles élémentaires d'usage de ces grenades, en l'air directement sur les manifestants, ou même dans des lieux clos, comme dans une caravane occupée. Nous

les avons blessés, alors qu'ils tentaient simplement de sauver notre patrimoine naturel, eux qui ont cette conscience que nous n'avons plus, à force de vouloir produire et gagner toujours plus.

Je suis désolé de dire cela, je ne suis qu'avocat. Je ne devrais pas parler de ce qui me dépasse, de ce qui dépasse mon champ d'action, le droit. Mais c'est plus fort que moi. Je me dois aujourd'hui de défendre Rémi Fraisse, ou plutôt ce qu'il en reste. Un corps dans une morgue. Un corps au centre d'un conflit de pouvoir. De tous les pouvoirs, politiques, judiciaires, militaires, médicaux, médiatiques. Un corps autopsié, malmené, disséqué par la France entière qui se le déchire, comme Damiens (1) supplicié en place publique, objet de la toute-puissance de la souveraineté. Un corps auquel le pouvoir refuse de redonner un nom, une dignité. Un corps que le pouvoir refuse de rendre à ses parents qui à ce jour n'ont toujours pas pu voir leur enfant, auquel ils ont donné naissance, dont ils ont vu faire ses premiers pas, dire ses premiers mots, crier ses premières révoltes, et qu'ils ne pensaient pas devoir inhumer, envers et contre toute logique générationnelle.

Ce n'est pas qu'un drame ou une tragédie qui s'est nouée autour de Rémi. Il est mort parce qu'il s'est retrouvé par hasard au milieu d'une déflagration de pouvoir et d'expression de la violence publique. Ce qui a tué Rémi Fraisse, ce n'est pas seulement un gendarme jetant une grenade offensive en pleine nuit en direction de jeunes manifestants, quelle que soit la violence de ceux-ci. Ce qui a tué Rémi, c'est la violence étatique. Un État gouverné par des hommes dont la boussole n'est orientée que vers la prochaine échéance électorale, des hommes motivés par leur stratégie de communication, et qui en ont oublié que l'État dont ils sont les représentants n'était finalement qu'une simple fiction destinée en premier lieu à protéger ceux qui avaient accepté de se soumettre à sa violence légitime. Mais lorsque la violence n'est plus légitime, lorsque l'on utilise des armes de guerre non pas contre un autre État belligérant, mais contre sa propre population, lorsque l'État tue ceux qu'il est censé protéger, alors la question de l'État, de son fonctionnement, de ses intérêts et de ses représentants doit inéluctablement être posée.

Dimanche à 16h, je serai devant le mur de la paix, avec une renoncule à feuille d'ophioglosse sur le torse, et je penserai aux parents de Rémi Fraisse, je penserai à Rémi, et à toute cette vie, plus importante que tout le reste, qui s'en est allée. Pour Rémi Fraisse.

Arié Alimi, 2 novembre 2014.

1. Robert François Damiens, condamné pour avoir tenté d'assassiner Louis XV, fut la dernière personne à subir le supplice du régicide : l'écartèlement.

Sivens : violences et mensonges d'État au service de l'ordre et de la croissance

Dans la nuit du 25 au 26 octobre, un homme tombe à Sivens. S'ensuit une semaine au cours de laquelle, peu à peu, la vérité est dévoilée dans un strip-tease macabre : comme l'affirmaient les opposants au barrage dès le 27 octobre, les autorités finissent par reconnaître qu'il a été tué par une grenade de la gendarmerie. On comprend mieux qu'elles aient mis deux jours à présenter leurs condoléances : il y avait plus urgent, il fallait gagner du temps pour juguler la colère et tenter d'étouffer le scandale. Car les forces de l'ordre et les autorités, cela vient d'être prouvé par *Le Monde* du 13 novembre, ont immédiatement su ce qui s'était passé.

Pendant les jours suivants, l'État a donc menti effrontément. Quelques mensonges restent à démonter. Qu'est-ce qui justifiait la mobilisation de 250 policiers et gendarmes, munis d'armes de guerre, samedi 25 octobre au Testet, alors qu'il n'y avait ni machines de chantier ni ouvriers à protéger ? Une première réponse a été apportée par un fonctionnaire de police : il s'agissait de « protéger » les manifestants pacifiques. Mais comment les forces de l'ordre auraient-elles pu protéger quiconque dans un rassemblement qui se déroulait à 1,7 km de l'enclos entouré de grillages et de fossés où elles étaient cantonnées ?

Et si ce danger avait vraiment existé – où a-t-on vu des « black blocs » s'attaquer à autre chose qu'à des banques, des vitrines et du mobilier urbain ? –, pourquoi les forces de l'ordre ont-elles quitté les lieux trois heures après leur crime, sans plus jamais y revenir ? Et pourquoi y sont-elles restées trois heures de plus ? Le ministre de l'intérieur a quant à lui proposé une autre réponse : il fallait « éviter que le terrain ne soit piégé avec des herses enterrées ».

Mais ici aussi, toutes les questions précédentes se posent, d'autant plus que les policiers en civil qui arpentaient le site tout le week-end n'auraient eu aucun mal à repérer les hypothétiques « pièges ». La réponse est pourtant simple, on la trouve elle aussi dans le communiqué de la coordination des opposants du 27 octobre :

« *A l'heure où tous les mensonges et conflits d'intérêts dénoncés par les opposants depuis des mois ont été confirmés par les investigations des journalistes et le rapport des experts ministériels [...], le président du conseil général et le préfet du Tarn n'ont plus aucun argument en faveur du barrage, si ce n'est de monter en épingle la prétendue violence des opposants. Ils avaient donc besoin de violence samedi. Ils l'ont provoquée. Elle a coûté la vie à Rémi.* »

Les autorités ont joué la stratégie de la tension et se sont prises dans leur propre piège. Depuis, elles esquivent les questions gênantes et tentent d'étouffer le mouvement social qui s'esquisse en réponse à cet assassinat : certaines manifestations ont été interdites, des manifestants ont été arrêtés préventivement, la faculté de Rennes a été fermée pour empêcher une assemblée générale – toutes décisions qui remettent en cause le droit

de se réunir et de manifester. Et bien sûr, les exactions des policiers se poursuivent – pourquoi en irait-il autrement, à partir du moment où le premier ministre leur a signé un blanc-seing en déclarant qu'il ne tolérerait pas la mise en cause de ses agents ?

Dans le même temps se déroule une opération médiatico-policière désormais bien rodée : on monte en épingle la « violence » des « casseurs ». Face au scandale, l'État local et l'État national se renvoient la balle. Tandis que Ségolène Royal, qui a attendu que l'irréparable soit fait avant de révéler les conclusions du rapport des experts, affirmait le 27 octobre que c'était au conseil général du Tarn de statuer sur la poursuite du chantier, ce même conseil s'en remettait le 31 octobre à l'État central. Et tandis que le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, expliquait le 31 octobre avoir donné « des instructions de prudence » et remettait la responsabilité de l'inutile présence policière sur le dos du préfet, ce dernier affirmait à *La Dépêche du Midi* n'avoir « donné aucune consigne de sévérité aux forces de l'ordre » – affirmation contredite par le commandant des gendarmes mobiles, qui déclarait juste après le crime : le préfet « nous avait demandé de faire preuve d'une extrême fermeté vis-à-vis des opposants » (*Le Monde* du 13 novembre). Alors, qui ment ?

Tous, bien sûr, à divers degrés. Personne ne croira que le préfet a donné sa consigne d'« extrême fermeté » sans l'accord de Bernard Cazeneuve et du premier ministre Valls, dont elle incarne la ligne politique autoritaire. En réalité, les violences et les mensonges de l'État national s'inscrivent dans la continuité de ceux orchestrés par l'État local depuis le début de l'affaire Sivens : enquête d'utilité publique occultée, chiffres tronqués, avis contradictoires ignorés, inflation des violences policières. Cette spirale étatique de violences et de mensonges n'a rien d'incongru : c'est seulement à ce prix, aujourd'hui, qu'on peut espérer gagner quelques (dixièmes de) points de PIB.

La croissance est en berne, il faut bien chercher à « produire artificiellement, grâce à l'argent public, de l'activité économique », comme le dénoncent à Sivens les opposants, dans leur appel au « grand rassemblement » du 25 octobre. Il faut donc se résoudre à exploiter plus durement les humains et la nature. Or, comment atteindre ces objectifs capitalistes sans l'appui armé des forces de l'ordre ? L'Amérique du LAPD [*Los Angeles Police Department*] et du gaz de schiste, voilà le modèle. Au-delà des indispensables mises en examen des gendarmes, des autorités locales et des membres du gouvernement impliqués dans ce scandale, la première leçon à en tirer est de désarmer les forces de l'ordre : interdire l'usage d'armes de guerre contre les jeunes de cité et les manifestants, mais aussi de ces armes « à létalité réduite » qui ne cessent de mutiler.

Descendre dans la rue pour protester, c'est désormais prendre le risque de perdre un œil. Se réunir au bas de sa tour dans une cité peut vous conduire droit au cimetière. Tout cela terrorise, et la police sert à ça : faire

en sorte que la population se jette dans les bras d'un État qui, à défaut de pouvoir produire du consensus par la croissance et le plein-emploi, ne cherche plus qu'à monter les populations les unes contre les autres.

Emmanuel Barot (Professeur de philosophie à l'université Toulouse - Jean Jaurès), Aurélien Berlan (Membre de la coordination du 25 octobre), Christophe Goby (Faucheur d'OGM condamné à Nonnette)

Article paru dans le journal *Le Monde* du 13 novembre 2014.

L'entêtement productiviste des élus du Tarn et de la FNSEA

Il y a un fossé entre ceux qui pensent qu'une décision prise par des représentants démocratiquement élus doit être exécutée, au besoin en envoyant la force publique, et les citoyens qui pensent qu'ils peuvent légitimement contester certaines décisions. Ce fossé s'est creusé dans une confusion grossière entre légitimité et légalité. On peut être une autorité légitime, conseil général ou préfet, et prendre une décision illégale, que les citoyens peuvent légitimement contester en justice.

La preuve en a été donnée dans le Tarn, en 1997, à Fourogue, où un barrage comparable, dont le projet avait été aussi porté par la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CAGG) et le président Thierry Carcenac, a été décidé par des autorités légitimes et jugé ensuite illégal (cour administrative d'appel de Bordeaux, 20 avril 2000).

Par ailleurs, une autorité peut aussi prendre une décision mal fondée en fait, et une décision qui ne défende pas l'intérêt général mais des intérêts particuliers, comme c'est le cas à Sivens. Dans ce cas, il semble que des citoyens peuvent la contester. Il ne faut pas confondre la légitimité d'une autorité avec la légitimité des décisions qu'elle a prises, comme le font allègrement, dans l'affaire de Sivens, de nombreux conseillers généraux tarnais.

On a également lu et entendu dans les médias une agricultrice favorable au barrage. Son problème, ce n'est pas la forêt de Sivens ou la zone humide du Testet qui ont été saccagées, c'est que certains agriculteurs ont besoin d'eau pour leurs exploitations. On comprend bien qu'elle préfère pour son irrigation qu'une grande retenue soit créée en amont, sur une forêt domaniale, avec de l'argent public. À écouter ses arguments comme ceux des dirigeants de la FNSEA, qualifiant des opposants de « terroristes », on constate qu'elle n'est pas en mesure de comprendre que des gens puissent défendre la nature et leurs idées en dehors de tout intérêt matériel et personnel.

Certains agriculteurs membres ou proches du syndicat agricole dominant pensent que l'eau leur appartient au point que l'on a pu et que l'on peut toujours voir des « irrigants », dans les vallées du Tarn et de la Garonne pomper à vau-l'eau la nappe phréatique ou ce qui reste dans les cours d'eau pour arroser avec des canons à eau en plein soleil, même en période de canicule. D'autres ont conscience que l'eau est un bien très particulier : ce que le code de l'environnement illustre dans son titre premier, article L 210-1, que devrait lire la FNSEA : « *L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation.*

Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. »

On voit bien là que le fossé n'existe pas seulement entre les manières de penser et d'établir ses revendications mais dans celles de revendiquer. À Sivens, tous ceux qui sont allés sur le site pendant les premiers mois peuvent en témoigner, les opposants se sont efforcés de défendre pacifiquement la zone et d'empêcher le saccage de la forêt domaniale. On n'en a jamais vu s'attaquer ni à des biens des agriculteurs pro-barrage ni à des locaux de la FNSEA. En revanche, on a vu des commandos de partisans du barrage venir détruire des biens des occupants. À Toulouse, on a vu des agriculteurs déposer du fumier et projeter du lisier contre le local d'Europe Ecologie-Les Verts et des bâtiments publics, sous les yeux des forces de l'ordre impassibles.

L'État semble vouloir agrandir les fossés et il montre que pour lui, il y a bien deux catégories de citoyens. D'une part, les manifestations de la FNSEA sont autorisées alors qu'il est certain qu'il va y avoir des dégâts ; l'État laisse alors commettre en ville des infractions, des atteintes aux biens privés et publics caractérisées qui ont en partie pour objet de remettre en cause des règles de droit. D'autre part, des manifestations pour la mort de Rémi Fraisse sont interdites au motif qu'il risque d'y avoir des dégâts : la manifestation du 8 novembre à Toulouse, qui était parfaitement pacifique comme tout le monde a pu le constater, a été dispersée par la force, d'où les quelques incidents qui ont suivi.

L'État dépêche des forces importantes de la gendarmerie dans la forêt de Sivens, le 25 octobre, alors qu'il n'y avait aucun bien ni personne à défendre là-bas et qu'il s'avérera vraisemblablement que les manifestants voulaient empêcher un projet illégal. Ce jour-là est mort Rémi Fraisse.

Cette mort illustre de manière consternante les fossés qui viennent d'être évoqués.

Qu'on les lise et qu'on les écoute bien, ces pro-barrage de Sivens, qu'ils soient agriculteurs FNSEA, élus tarnais imbus de leurs prérogatives et incapables de reconnaître leurs erreurs : ils pensent que l'eau, la terre et la démocratie leur appartiennent. Dans les fossés de la forêt, et dans tout le pays, d'autres ne partagent pas leur avis.

Bernard Vigié
ancien avocat au barreau de Toulouse, fut avocat dans l'affaire du barrage de Fourogue (Tarn)

Article paru dans le journal *Le Monde* du 16 novembre 2014.

Tuer pour la croissance

Un jeune homme de 21 ans est mort dans la nuit du 25 au 26 octobre à Sivens. Personne ne conteste plus désormais que c'est une grenade offensive – une arme de guerre – lancée par un gendarme mobile qui l'a atteint et tué sur le coup.

Moins de 48 heures plus tard, la presse et l'élite politique du pays divulguaient les résultats d'un rapport d'experts, qu'elles connaissaient depuis plusieurs jours et qui éreintait le projet de barrage sur le ruisseau du Testet : trop grand, trop ravageur écologiquement et, au fond, d'une utilité contestable.

Bref, il n'aurait pas fallu commencer les travaux. Dommage pour les nombreuses personnes blessées au mois de septembre, par flash-ball notamment, parce qu'elles tentaient de faire barrage de leur corps à la destruction de la forêt. Dommage pour Rémi F.

Ils avaient raison de contester ce projet, mais ils avaient raison trop tôt, car il était inconcevable pour messieurs Carcenac (président du Conseil Général du Tarn, commanditaire du projet) et Gentilhomme (le préfet) de suspendre les travaux en attendant la publication de ce rapport. *Nous vivons dans un monde où le plus souvent, il ne sert à rien d'avoir raison.*

Doublement dommage pour Rémi F., sa famille et ses amis qui le pleurent : non seulement il a laissé sa vie à un endroit où nombre de décideurs admettent aujourd'hui qu'il n'y avait pas lieu de déforester. Mais en plus, il a été abattu par des gendarmes qui n'avaient aucune raison d'être là... si ce n'est susciter des heurts avec les franges de manifestants qui ont pour coutume d'en découdre avec la police.

Rappelons qu'il n'y avait rien, ni machine ni matériel de chantier à défendre pendant le rassemblement d'opposants du 25 octobre. L'objectif était simplement que les télévisions aient leur lot d'images de guérilla à diffuser les jours suivants, pour au moins reconquérir une opinion locale que la violence employée par les autorités pour avancer les travaux avait émue. Messieurs Carcenac et Gentilhomme savaient qu'à l'issue de ce week-end de manifestation, plus aucun argument ne resterait en faveur de leur barrage, que Ségolène Royal allait les lâcher, etc. Il fallait donc d'urgence en fabriquer un nouveau : les contestataires sont des « violents », des « casseurs ».

L'opération médiatico-policière à laquelle on assiste depuis lors, à l'échelle nationale cette fois, est du même ordre : il s'agit de discréditer la multitude d'oppositions apparues en France ces dernières années contre des projets d'infrastructure telles que des autoroutes, des lignes TGV, des aéroports, ou encore un stade, une ferme-usine... Le message de Manuel Valls, de ses commissaires et de ses communicants est clair : ceux qui s'opposent à ces projets de manière résolue et conséquente (non, c'est non) sont des casseurs, des Bonnot ou des Ravachol qui sèmeront la violence et la désolation partout où on les laissera s'enkyster.

Pratique : cela permet de ne pas avoir à discuter et justifier la violence et les dévastations que nécessitent chaque jour, aux quatre coins de la terre, le fonctionnement de centrales nucléaires, la fabrication de

téléphones portables ou la pulvérisation de pesticides – ici des mines d'uranium et de coltan où les conditions de travail sont infernales, là des guerres civiles et des paysans chassés de leur terre, partout des eaux souillées et des cancers à tire-larigot. Plutôt parler d'une vitrine cassée à Albi que du bouleversant paysage de forêt décimée à Sivens, ou des conséquences humaines et sanitaires du productivisme agricole. Plutôt jeter de nouveaux téléspectateurs dans les bras de Marine Le Pen en brandissant le spectre de l'anarchie, que laisser entrevoir à la population des manières de lutter qui permettent de sortir de l'impuissance et du désespoir politiques.

Au lendemain de la mort de Rémi F., Thierry Carcenac a eu cette phrase stupéfiante : « *mourir pour des idées, c'est une chose mais c'est quand même relativement stupide et bête.* » A cette fripouille, nous rétorquons : « *Tuer pour ses intérêts et pour la croissance, c'est abject, même si c'est relativement banal, à l'échelle de la planète.* »

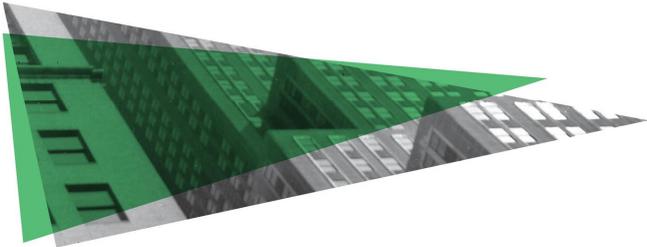
Car s'il faut voir dans cette mort la conséquence d'une idée, c'est de celle qui anime obsessionnellement tous les gestionnaires du monde, du cadre de PME aux chefs d'État en passant par le moindre élu local : **la croissance quel qu'en soit le prix** ; l'emploi même s'il est inutile ou nuisible ; le développement infini, pour rester ou devenir plus attractif que le voisin et consolider leur pouvoir.

Le même jour, Carcenac a aussi poussé ce cri du cœur : « *Si tous les chantiers qui déplaisent doivent être protégés ainsi, où va-t-on ?* ». Effectivement, où va-t-on si les gens se mêlent de leurs affaires et que les représentants ne peuvent plus s'en occuper à leur place, en s'en mettant plein les poches avec leurs petits copains entrepreneurs ? C'est la crainte qui se répand ces jours-ci dans l'oligarchie française : qu'il ne soit plus possible d'engager des travaux d'infrastructure industrielle dans le pays sans que surgissent des opposants informés, déterminés et librement organisés. Qu'il ne soit plus possible de faire tourner la machine à cash sans que de simples citoyens posent bruyamment les questions qui fâchent : ce projet, pour quoi faire ? au profit de qui ? et avec quelles retombées sur notre milieu de vie ?

C'est pour cela qu'il est si important, pour l'État, qu'un mouvement de jeunesse n'émerge pas, qui mettrait en question à la fois les moyens (policiers) et les finalités (capitalistes) de son action. Où irait-on si lycéens et étudiants réclamaient le désarmement de la police, en dénonçant de concert les crimes racistes commis ordinairement dans les banlieues et la répression sauvage des manifestations anti-capitalistes ? Où irait-on si les différentes Zones à Défendre contre les projets industriels et commerciaux scélérats continuent de se relier, de se coordonner, de se fédérer, en paroles et en actes ?

Difficile pour sûr de savoir où cela nous mènera, mais s'engager sur ce chemin est la plus belle chose qui puisse nous arriver.

À quelques encablures de Sivens, mi-novembre 2014,
M.A.R.C.U.S.E (Mouvement Autonome de Réflexion
Critique à l'Usage des Survivants de l'Économie)



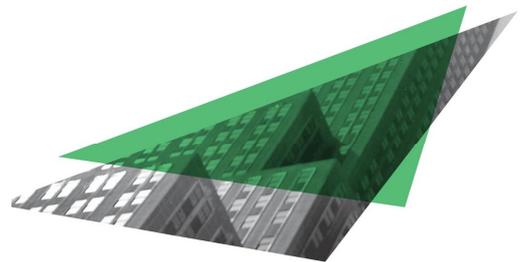
Au lendemain de la mort de Rémi Fraisse, Thierry Carcenac, président du conseil général du Tarn (PS), a eu cette phrase stupéfiante: « *Mourir pour des idées, c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête.* » À cette fripouille, nous rétorquons: « *Tuer pour ses intérêts et pour la croissance, c'est abject, même si c'est relativement banal, à l'échelle de la planète.* »

Car s'il faut voir dans cette mort la conséquence d'une idée, c'est de celle qui anime obsessionnellement tous les gestionnaires du monde, du cadre de PME aux chefs d'État, en passant par le moindre élu local: *la croissance à tout prix; l'emploi même s'il est inutile ou nuisible; le développement infini, pour rester ou devenir plus attractif que le voisin et consolider leur pouvoir.*

TUER POUR LA CROISSANCE



C'est pour cela qu'il est si important, pour l'État, qu'un mouvement de jeunesse n'émerge pas, qui mettrait en question à la fois les moyens (policiers) et les finalités (capitalistes) de son action. Où irait-on si lycéens et étudiants réclamaient le désarmement de la police, en dénonçant de concert les crimes racistes commis ordinairement dans les banlieues et la répression sauvage des manifestations anti-capitalistes? Où irait-on si les différentes Zones à Défendre contre les projets industriels et commerciaux scélé-rats continuent de se relier, de se coordonner, de se fédérer, en paroles et en actes? *Difficile pour sûr de savoir où cela nous mènera, mais s'engager sur ce chemin est la plus belle chose qui puisse nous arriver.*



À quelques encablures de la forêt de Sivens, 11-novembre 2014

M.A.R.C.U.S.E.

(Mouvement Autonome de Réflexion Critique à l'Usage des Survivants de l'Économie)

Le dimanche 16 novembre, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a estimé que « sans les casseurs, Rémi Fraisse ne serait pas mort ».